



SOIXANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

Tebboune reçoit les félicitations de Poutine

P 3



Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Jeudi 14 juillet 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5587 - 19^e année

MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX



L'approche algérienne exposée au Conseil de sécurité

P 3

PROJET DE LOI SUR L'INVESTISSEMENT

Le Conseil de la nation donne son quitus

P 4

CLIMATISEURS DOMESTIQUES



Un marché hors de contrôle

P 5

IL JOUE À L'ABC BRANIK (RÉP. TCHÈQUE)



Rayane Benlalam rêve des Verts

P 8

HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 16H00

Un quinté de deuxième série bien conçu

P 14

DEPUIS SON ACOQUINEMENT AVEC LE MAKHZEN

Le gouvernement espagnol navigue à vue

LIRE EN PAGE 2



Pedro Sanchez, chef du gouvernement espagnol

UN DÉPUTÉ ACCULE PEDRO SANCHEZ DEVANT LE CONGRÈS

« Voici les balles tueuses de migrants à Melilla »

P 2



Ph : DR

UN DÉPUTÉ ESPAGNOL ACCULE PEDRO SANCHEZ DEVANT LE CONGRÈS

Voici les balles ayant servi à l'assassinat de migrants à Melilla

Après avoir susciter de vives condamnations de l'opinion espagnole dont des responsables d'institutions et d'acteurs politiques, sur ses déclarations indiquant que son pays venait de subir « une attaque contre l'intégrité territoriale » pour dédouaner Rabat de sa responsabilité dans la mort tragique de 37 migrants à Melilla, le 24 juin dernier, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez était resté muet, au Congrès, face au porte-parole de l'ERC (Gauche républicaine de Catalogne), le député Gabriel Rufián, qui a exposé en face de lui et devant ses collègues à l'Assemblée, trois balles récupérées sur les lieux de l'assassinat de Subsahariens commis par les services de sécurité marocaines.

Une preuve de plus qui accule Rabat et le gouvernement Sanchez. C'est sous le regard surpris du Premier ministre espagnol qui, depuis ces derniers mois, fait face à une forte contestation en Espagne en raison de sa politique « aveugle » comme le soulignent les médias espagnols, dans leur traitement de la politique interne et étrangère de Madrid sous la gouvernance de Sanchez, qu'un député a ébranlé d'un revers, le discours de Sanchez et de Rabat, visant à camoufler la responsabilité commune de l'assassinat le 24 juin dernier des migrants. Le député espagnol a embarrassé en effet, le chef de l'exécutif espagnol, en brandissant devant lui et l'assistance parlementaire, comme le



PH: DR Gabriel Rufián

montre une vidéo, le reste des trois balles, en déclarant, haut et fort « elles ont été utilisées, par les forces de sécurité marocaines contre les migrants de Melilla, dans la tragédie a fait 37 morts ». Si depuis le drame tragique de l'assassinat des Africains migrants sur les frontières maroco-espagnoles a et continue de susciter de vives réactions, de divers horizons à travers le monde, l'opinion espagnole et aussi marocaine ne cessent, à l'instar des ONG et institutions, au niveau continental et mondial d'exiger « une enquête crédible » pour définir les responsabilités et traduire les responsables et commanditaire de ce crime devant la justice. Aux louanges du Premier ministre Sanchez et son ministre des Affaires étrangères José Manuel Albares aux forces de sécurité marocaines, qui se sont acharnées sur des migrants épuisés, dont des centaines d'autres croupissent dans des conditions inhumaines dans les prisons marocaines, en violation des droits des migrants, il fait dire que le premier responsable espagnol n'ignorait nullement que Rabat venait de récidiver,

pour jouer au mieux le rôle du gendarme assassin de pauvres personnes fuyant la misère et les tensions dans leurs pays respectifs, comme le Soudan. Pour bon nombre d'observateurs et notamment les Ongs de défense des droits de l'Homme, l'impunité quant à des crimes similaires a conforté largement les responsables marocains dans leur politique répressive et meurtrière contre les migrants africains. Longtemps bien avant le drame de Melilla du 24 juin dernier, en 2005, le crime a été commis par les forces de sécurité marocaines et a fait 13 victimes.

LE MAROC A RÉCIDIVÉ LE 24 JUIN, APRÈS SES CRIMES CONTRE DES MIGRANTS AFRICAINS EN 2005 ET EN 2006 À CEUTA ET MELILLA

Amnesty International (AI) a fait état, de cette tragédie, qui n'a pas été la dernière malheureusement, des centaines de migrants ont subi la maltraitance, des actions racistes des forces de sécurité marocaines et espagnoles, depuis, jusqu'à ce que le crime du 24 juin dernier, fini par occuper la Une, de l'actualité régionale, continentale et mon-

diale. Dans un document sous l'intitulé « Espagne et Maroc : les droits des migrants sont toujours en danger », publié en 2005, Amnesty International (AI) alerte sur « des violations des droits humains contre des migrants et des demandeurs d'asile qui tentaient de franchir la frontière entre le Maroc et l'Espagne, via les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla ». Affirmant dans ce même document que la mort des 13 migrants en 2005 au portes de Melilla et Ceuta a été la conséquence directe de l'utilisation excessive de la force des services de sécurité « au cours du deuxième semestre de 2005, 13 personnes sont mortes en tentant de franchir la frontière et de nombreuses autres auraient été blessées à la suite de l'usage excessif de la force » du côté marocain comme du côté espagnol. AI précise que « beaucoup des migrants ont été blessés alors qu'ils tentaient de franchir les deux clôtures séparant les enclaves du Maroc soit après avoir été maltraités par des membres de la Guardia Civil (Garde civile) espagnole ». Elle n'a pas manqué d'exprimer sa « profonde préoccupation par la manière dont les autorités espagnoles et marocaines traitent les personnes qui tentent de franchir d'une manière irrégulière la frontière entre les deux pays à Ceuta et à Melilla » lit-on. Loin des espaces ouverts et des regards des médias et d'Ongs de défense des droits de l'Homme et des migrants, AI affirmait déjà que « des demandeurs d'asile ont été détenus arbitrairement par les autorités marocaines sans pouvoir entrer en contact avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ». Par ailleurs, cherchant une issue pour échapper à l'appel, à la justice et à la vérité, ainsi qu'aux exigences du droit international en matière du respect, de la dignité humaine et de surcroît des migrants, les responsables marocains comme leurs homologues espagnols à leur tête le Premier ministre Sanchez, s'agrippe à la démarche de l'autruche en cherchant, une tierce partie, pour ne plus être pointer du doigt comme des criminels et des racistes. Le Maroc a vite fait de se lancer dans une propagande contre l'Algérie, en s'agrippant à la responsabiliser d'un crime commis, aux frontières maroco-espagnoles, loin de 561,74 km à vol d'oiseau d'Alger et à plus de 954 Km par route de la capitale algérienne. Rabat comme Madrid auront à subir pour longtemps les conséquences de la mort de 37 migrants africains, assassinés froidement par les services de sécurité marocains, en application de la politique européenne du tout sécuritaire contre les migrants. C'est une des raisons pour laquelle l'UE ne s'est pas précipitée pour crier haut et fort aux violations des droits de l'Homme, comme l'impose sa politique de deux poids deux mesures. En 2005, Amnesty international a indiqué que « les autorités espagnoles et marocaines ont ouvert des enquêtes dont les conclusions n'avaient pas été rendues publiques » sur la tragédie de la mort des 13 migrants à Melilla, affirmant qu'« aucune garantie n'a été fournie quant à l'impartialité, l'exhaustivité et l'efficacité des investigations. Amnesty International n'a connaissance d'aucune action disciplinaire contre les responsables de la mort de migrants et des mauvais traitements qui leur ont été infligés ». Pis encore, l'ONG affirme aussi qu'« aucune mesure préventive n'a été prise pour empêcher le renouvellement de tels faits ». Et en 2006, « Trois personnes ont encore été tuées le 3 juillet 2006 à proximité des clôtures de Ceuta et de Melilla alors qu'elles tentaient de se rendre illégalement en Espagne ».

Karima Bennour

DEPUIS SON ACOQUINEMENT AVEC LE MAKHZEN

Le gouvernement Sanchez navigue à vue

L'Algérie qui a décidé de suspendre le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne ne sait pas tromper sur le gouvernement de Sanchez qui, depuis son acoquinement avec le Makhzen, s'est enfoncé dans le labyrinthe au point d'altérer davantage sa crédibilité aussi bien à l'interne qu'à l'international. Face aux bouleversements géostratégiques et géopolitiques accélérés par le fait du conflit ukrainien, l'Espagne, tout comme les pays de l'Europe en général menacés par la crise énergétique, est parti en quête d'un repositionnement. Sauf que, versé dans un insoutenable amateurisme diplomatique, le gouvernement de Pedro Sanchez a choisi, mars dernier, d'abandonner sa traditionnelle politique étrangère. Dans la foulée, l'actuel Premier ministre décrié, jusqu'au jour d'aujourd'hui, de partout, a succombé à la tentation pour trahir la cause sahraouie au prix des calculs d'intérêt immédiats et sournoisement conclus avec Rabat. On le sait, ce qui adviendra plus tard à cette alliance

sulfureuse était visible le vendredi noir du 24 juin, avec le massacre à ciel ouvert commis sur d'humbles migrants subsahariens près de Melilla. En cédant au chantage de Rabat sur le dossier migratoire, Madrid a commis l'irréparable erreur de nuire à ses traditionnels partenaires dans la région, à commencer, donc, par l'Algérie. In fine, qui est le perdant dans l'affaire ? Outre le fait de gagner « le mérite » d'avoir trahi la cause sahraouie, l'Espagne de Sanchez a connu un retour immédiat sur investissement. C'est le personnel politique, diplomatique et économique madrilène qui le dit : « Madrid court à sa propre perte, à tous les niveaux ! »

Au lieu de continuer à jouer les bons offices sur le conflit au Sahara occidental en tant qu'ancienne puissance administrante des territoires, et de-là permettre au peuple sahraoui d'accéder à son indépendance, l'Espagne de Sanchez a opéré un changement radical qui a provoqué, à juste titre, la réaction ferme de l'Algérie. Pris par une crise d'hystérie après la déci-

sion de suspension du Traité de 2002, le Mae José Albares s'est plaint auprès de l'Union européenne à Bruxelles qui, à son tour, a pris le parti de Madrid sans consulter au préalable Alger au sujet d'une question qui relève, après tout, d'une relation bilatérale. Plus tard, le même Albares s'est plaint auprès de l'OTAN pour évoquer une décision d'Alger prise sous « l'influence russe ». Aujourd'hui, animée par des intérêts étroits, voilà que l'Espagne de Sanchez décide de se fournir en gaz russe pour remplacer le gaz algérien. De qui se moque-t-on ? Dès lors, l'Algérie ne peut plus compter sur un voisin qui ne respecte pas les principes de bon voisinage, et encore moins les principes diplomatiques sur lesquels reposent les relations bilatérales.

Force est de constater que depuis que l'Espagne a fait alliance avec le Makhzen, le pays de Sanchez a complètement perdu la boussole et s'est enfoncé dans le labyrinthe de l'incertitude, de surcroît en pleine crise géopolitique. Pour preuve aux déambulations diplomatiques de

Madrid, le Congrès espagnol n'a cessé de réclamer la tête de l'actuel exécutif qu'il le prenne pour responsable dans ce marasme politique. A plusieurs séquences, le Parlement espagnol a adopté des résolutions soutenant un retour à la position de neutralité vis-à-vis du Sahara occidental et un rétablissement d'une relation au moins amicale avec l'Algérie. C'est peine perdue, puisqu'Alger ne peut plus prendre au sérieux un partenaire qui perd le fil et décide de quoi du jour au lendemain, sans s'accommoder des principes sacro-saints que constitue la politique étrangère d'un pays.

Le 17 juin dernier, dans un entretien accordé au journal espagnol « El Confidencial », l'Envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb, Amar Belani, avait exclu « toute possibilité de normalisation » des relations avec l'Espagne. Pas tant que, en tout cas, le gouvernement Sanchez soit toujours aux commandes.

Farid Guellil

MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

L'approche algérienne exposée au Conseil de sécurité

Le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Nadir Larbaoui, a exposé, mardi, lors de sa participation au débat public du Conseil de sécurité, l'approche algérienne concernant les opérations de maintien de la paix.



Nadir Larbaoui, Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies

Il a rappelé que notre pays est concerné par cette problématique dans la mesure où les amendements constitutionnels en date du 1er novembre 2020, permettent la participation de l'Algérie aux opérations de maintien de la paix, à condition qu'elles soient placées sous l'égide des Nations unies, de l'Union africaine ou de la Ligue des États arabes, et qu'elles soient compatibles avec les principes et les objectifs de ces organisations, a-t-il tenu à préciser. L'Algérie reconnaît "la nécessité du déploiement des forces de maintien de la paix dans diverses zones de tension et de conflit dans le monde, dicté par la responsabilité qui incombe aux Nations unies pour maintenir la paix et la sécurité internatio-

nales, ainsi que par l'impératif d'assurer la protection des civils, en particulier", a fait remarquer l'ambassadeur. Il faut, a-t-il ajouté, « faciliter le travail des missions de maintien de la paix de l'ONU, notamment dans leur interaction avec la population locale et en leur permettant de s'enquérir de la situation des droits de l'Homme ». La sûreté et la sécurité des Casques bleus dépendent de la perception de leur mission au niveau local. Ce constat explique l'attention accordée par le Conseil de sécurité au rôle essentiel de la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix, thème de son débat public. La population locale doit mieux comprendre les missions et les mandats des Casques bleus et ceux-ci doivent, en retour, mieux comprendre les préoccupations,

les griefs, les attentes et les espoirs de la population locale. Le processus de paix a pour but de servir les populations locales. À ce propos, l'ambassadeur algérien a insisté sur le renforcement de la confiance mutuelle et la coordination entre les opérations de maintien de la paix et le pays hôte, qui doit faciliter les tâches des missions, "notamment dans leur communication avec la population locale et les différents acteurs clés, et leur ouvrir la voie afin d'accomplir leur mandat de manière optimale, en particulier en ce qui concerne la collecte d'informations sur la situation des droits de l'Homme à l'effet de rendre compte sur les violations en la matière". Le Représentant permanent de l'Algérie a expliqué l'importance de la communication stratégique: c'est une plate-

forme essentielle permettant d'exprimer les attentes et espérances de la population civile et de contribuer à répondre à leurs aspirations ; elle vise à interagir efficacement avec la population locale, les parties au conflit, les acteurs régionaux et internationaux et les partenaires sur le terrain. La conception de l'Algérie, exposée par Nadir Larbaoui, consiste en «une approche globale et participative à travers une communication directe et de proximité, qui permet de saisir réellement, et de manière efficace, l'environnement dans lequel les opérations de maintien de la paix agissent, mais aussi d'obtenir des informations de première main et d'avoir une compréhension globale et réelle de la situation sur le terrain". Le but de la communication stratégique: contribuer à faciliter le travail des missions de maintien de la paix de façon à leur permettre de mener à bien le mandat qui leur est confié, selon les délais impartis et les objectifs qui leur sont fixés. La désinformation et la diffusion de fausses informations contre les opérations de maintien de la paix des Nations unies ont un « impact négatif non seulement sur les progrès dans les domaines politique et sécuritaire, mais aussi sur la protection de la vie des soldats de la paix », a souligné l'ambassadeur. D'où, insiste Nadir Larbaoui, l'importance de la communication stratégique dans l'élimination des incompréhensions concernant le travail des missions de maintien de la paix.

M'hamed Rebah

SOIXANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE Poutine félicite Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier à Alger, l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Igor Beliaev, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie. L'audience s'est déroulée au siège de la présidence de la République en présence du directeur de Cabinet à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf. L'ambassadeur de Russie dont la mission s'est achevée en Algérie a ainsi au sortir de l'audience avec le président Tebboune: « J'ai eu l'honneur aujourd'hui de rencontrer le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la fin de ma mission d'ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie en Algérie » Selon Igor Beliaev, au cours de l'entretien, « j'ai remercié l'Algérie gouvernement et peuple, pour toutes les facilités et le soutien que j'ai reçus lors de l'exercice de mes fonctions en Algérie ». Et au désormais ex-ambassadeur de Russie d'ajouter: « J'ai transmis les salutations et les félicitations au président Abdelmadjid Tebboune de la part de son homologue russe, Vladimir Poutine, à l'occasion de la célébration du soixantenaire de l'indépendance » de l'Algérie. Les deux parties ont également passé en revue les relations bilatérales qui, selon Igor Beliaev « ont progressé et se sont considérablement développées au cours des cinq dernières années », tout comme elles ont atteint « le niveau d'un partenariat stratégique approfondi. » Igor Beliaev a indiqué comme preuve « évidente » au développement des relations algéro-russes, le travail bilatéral en cours consistant en l'élaboration d'un nouveau document stratégique reflétant la réalité des relations algéro-russes.

F. G.

LE PROJET EST ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DE LA NATION

Les termes de la nouvelle loi sur la réserve militaire

La ministre des Relations avec le parlement, Basma Azouar, a affirmé hier que le projet de loi sur la réserve militaire tendait à renforcer les rangs de l'Armée nationale populaire face aux menaces internes et externes.

« Le présent texte de loi tend à réorganiser et à consolider la force de défense de la Nation, la réserve militaire constituant une ressource humaine importante pour l'ANP », a souligné Mme Azouar qui présentait ledit projet de loi lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de hauts cadres de l'ANP.

"Les textes en vigueur et encadrant la réserve militaire datent de 1976, d'où leur nécessaire révision, d'autant que la plupart de leurs dispositions ne répondent plus à la réalité pratique", a souligné la ministre. La représentante du Gouvernement a estimé que le présent projet de loi prévoit « la définition de la réserve et sa mission, de même qu'il identifie les catégories inscrites à la réserve militaire, limitées à deux catégories: militaires d'active et contractuels, tous grades confondus, dont il a été mis fin définitivement à leur service et qui ont été remis à la vie civile et les militaires du Service national, tous grades confondus, qui ont accompli leurs devoirs vis-à-vis du Service national et dont il a été mis fin définitivement à leur service et qui ont été remis à la

vie civile ». Mme Azouar a souligné que le projet de loi « exclut les deux catégories suscitées dont il a été mis fin à leur service définitivement dans les rangs de l'ANP pour motif médical ou faisant l'objet de radiation ».

Il a fixé « la durée de la réserve des militaires issus du service national à 25 ans à compter de la date de cessation définitive du service. Quant aux militaires en service et contractuels, la durée étant à partir de la date de cessation définitive du service dans les rangs de l'ANP sans que cette durée dépasse 25 ans », a précisé la ministre dans sa présentation. Le projet de loi a défini « les

droits et devoirs des militaires réservistes, dont la non suspension de la relation de travail lors du rappel, le salaire, les primes, les rémunérations, le remboursement des frais, la promotion, la nomination, les médailles, les modalités de cessation définitive du service dans la réserve et la radiation ».

Au terme de son exposé, Mme Azouar a affirmé que « le projet de loi devrait ajouter un nouveau jalon au système législatif régissant l'ANP à même de garantir le bon déroulement de ses différentes unités et l'accomplissement de ses missions constitutionnelles ».

R. N./APS

ACHEMINÉS À BORD D'UN AVION MILITAIRE MÉDICALISÉ

Les routiers algériens blessés au Mali rapatriés

Les ressortissants algériens blessés dans l'attaque armée perpétrée dans la banlieue de Gao (Mali) ont été rapatriés, mardi, sur ordre du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a affecté un avion militaire médicalisé à leur transport et leur transfert à l'hôpital militaire d'Aïn Naâdja, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. C'est sur ordre du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, qu'il a été procédé, tôt ce jour, au rapatriement des ressortissants algériens blessés dans l'attaque armée perpétrée dans la banlieue de Gao au Mali, dans la nuit du vendredi 8 juillet 2022, Monsieur le Président ayant

décidé d'affecter un avion militaire médicalisé au transport et au transfert des blessés à l'hôpital militaire Mohamed-Seghir-Nekkache de Aïn Naâdja, lit-on dans le communiqué.

"Préparée par le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, en coordination avec les autorités de la République du Mali, cette opération a été exécutée avec diligence par les services du ministère de la Défense nationale", a précisé la même source. Elle a été "saluée par les familles et proches des blessés, qui ont exprimé leur profonde reconnaissance au président de la République et au Haut commandement de l'Armée nationale populaire", conclut le communiqué.

R. N.

IL CONSACRE LA LIBERTÉ D'INVESTISSEMENT ET LA STABILITÉ DU CADRE LÉGISLATIF

Le projet de loi sur l'investissement adopté par le Sénat

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a présenté, hier, la nouvelle loi sur l'investissement devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière, consacrée au vote avec débat restreint sur le texte de loi.



Ahmed Zeghdar, ministre de l'Industrie

Zeghdar a fait savoir que ce texte de loi qui s'inscrit dans le cadre de la politique de diversification de l'économie nationale, constitue « l'un des éléments devant être adapté selon les exigences de la croissance économique nationale ».

Lors de cette séance qui a été présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. Le ministre a indiqué à propos du dit texte de loi que celui-ci « repose essentiellement sur la consécration du principe de la liberté d'investissement et d'initiative et la stabilité du cadre législatif de l'investissement » et ce, a-t-il rappelé « pour une durée minimum de dix ans, outre la simplification des procédures et la réduction du

champ de compétence du pouvoir discrétionnaire de l'administration en matière de traitement des dossiers d'investissement » Il citera dans ce cadre, notamment les dossiers « basés sur l'autofinancement et le renforcement des prérogatives du guichet unique dans le traitement des dossiers d'investissement dans des délais bien déterminés ». La nouvelle loi porte également sur la limitation des avantages et incitations fiscales exclusivement à l'orientation et à l'appui à l'investissement dans certains secteurs ou régions auxquelles l'État accorde un intérêt particulier, en sus de l'adoption d'une approche

pragmatique dans le traitement des investissements étrangers directs, en tenant compte de l'attractivité des investissements garantissant le transfert de la technologie et la création de postes d'emploi. Zeghdar a souligné que « l'élaboration de cette loi a tenu compte des suggestions soumises au Premier ministre par les différents représentants des organisations patronales et du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), ainsi que les conclusions de la Conférence nationale sur la relance économique ». Le projet de loi permettra de développer les secteurs

d'activités prioritaires et à haute valeur ajoutée, d'assurer un développement régional durable et équilibré, de valoriser les ressources naturelles et les matières premières locales, de privilégier le transfert technologique et de promouvoir l'innovation et l'économie du savoir, a-t-il ajouté. « Le texte cible également la généralisation de l'utilisation des technologies nouvelles, la dynamisation de la création d'emplois pérennes, la promotion de la compétence des ressources humaines, et le renforcement et l'amélioration de la compétitivité et la capacité d'exportation de l'économie nationale », a-t-il encore ajouté.

Dans le souci d'atteindre ces objectifs, poursuit Zeghdar, il a été procédé à la révision des règles d'élaboration de ce projet de loi, reposant sur trois éléments essentiels, à savoir l'investisseur, le cadre institutionnel chargé de l'investissement et la protection des intérêts de l'État. Le représentant du gouvernement a affirmé, au terme de sa présentation, que « huit textes d'application devront être promulgués incessamment », soulignant que ces textes « étaient prêts et seront promulgués dès l'adoption du projet de loi par le Parlement ». Pour rappel, le projet de loi sur l'investissement avait été adopté par l'Assemblée populaire nationale (APN) le 27 juin dernier.

L. Zeggane

SECTEUR DES ASSURANCES ET RÉASSURANCES

Mouvement à la tête de compagnies publiques

C'est au cours de la tenue des Assemblées générales extraordinaires des compagnies publiques d'assurance et de réassurance, mardi dernier qu'un changement à la tête de ces entreprises a eu lieu pour toucher cinq principaux responsables. Selon un communiqué, ce mouvement intervient dans le cadre de la poursuite du processus d'amélioration de la gouvernance des institutions financières « en vue de la mise en œuvre de la nouvelle approche managériale » visant notamment « à instaurer la tradition de la mobilité dans le processus de désignation des principaux responsables de ce secteur », souligne la même source. Ont été concernés par leur nomination, selon la même source, Youcef Benmicia désigné en qualité de P-dg de la Société Nationale d'Assurance (SAA), tandis que Nacer Sais en qualité de P-dg de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT). Ces désignations ont également touché Hadj Mohamed Seba, nommé en qualité de P-dg de la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR), Abdellah Benseidi, en qualité de P-dg de la Compagnie centrale de réassurance (CCR) et Zohir Laiche, en qualité de P-dg de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX). L'objectif de ce remaniement, qui comporte la permutation de trois hauts respon-

sables et la promotion de deux cadres au premier niveau de responsabilité, demeure « la poursuite et l'accélération du rythme de réalisation des actions de modernisation initiées dans le cadre du processus de transformation digitale et d'intégration de nouveaux outils numériques,

d'élargissement de l'offre assurantielle avec son corollaire l'innovation produits et services, et de diversification des canaux de distribution », insiste le ministre. Ces changements permettront, par ailleurs, de « renforcer la synergie entre les principaux responsables du secteur en vue

d'améliorer davantage la qualité de services et les performances des compagnies publiques d'assurance et de réassurance », a fait savoir le ministère des Finances.

L. Z.

MISE EN PLACE DU CHRONOTACHYGRAPHE, RENFORCEMENT DE L'ARSENAL RÉPRESSIF ET RÉVISION DE LA FORMATION

La DGSN plaide la refonte de la loi sur la sécurité routière

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a plaidé en faveur de la refonte totale de la loi en vigueur sur la sécurité routière. À ce titre, le commissaire divisionnaire de police, sous-directeur de la sécurité routière à la DGSN, Rachid Ghezli, a affirmé que « plusieurs recommandations ont été formulées par la DGSN et transmises à la commission technique » mise en place pour plancher sur la réforme de la loi, sous la direction du ministère de la Justice. En vue de participer à la refonte totale de cette loi, invité, hier matin, à la Rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, Ghezli a fait savoir que dans le cadre de la prise en charge, par cette commission de l'ensemble des recommandations émises par les services de la DGSN, il a été notamment question de « la mise en place du chronotachygraphe, le renforcement de l'arsenal répressif, la révision de la formation et plein d'autres thématiques qui peuvent résoudre le problème des accidents de la route », fait-il savoir.

Autre recommandation pour le renforcement de l'arsenal répressif formulé par la DGSN, la mise en place d'un fichier lié aux infractions. « Il faudra mettre en place un fichier lié aux infractions, aux contrevenants et aux récidivistes. Ceci permettra

de réguler la tarification pour les conducteurs ayant commis des infractions. La manière dont on réprime un primo infracteur ne s'applique pas de la même manière sur un récidiviste », explique M. Ghezli.

Pour le sous-directeur de la sécurité routière, la formation qui précède la délivrance du permis de conduire doit être renforcée. « Les nouveaux titulaires du permis de conduire doivent être imprégnés dans la réalité du terrain », indique-t-il.

UN DISPOSITIF SPÉCIAL DURANT LA SAISON ESTIVALE

Alors que les estivants multiplient les voyages par route dans de nombreuses destinations, la DGSN a œuvré à l'amélioration du dispositif de prévention et de sécurité routière. « Le dispositif prendra en considération le flux circulaire important, en axant ses efforts sur la présence d'agents de régulation au niveau des principaux axes routiers, afin de sensibiliser, orienter, et informer les usagers de la route », dit-il, ajoutant que « les itinéraires des estivants seront accompagnés par des positions de patrouille dynamique et réactive ».

R. N.

RÉALISATION DE LA ROUTE TINDOUF - ZOUÉRATE Le Parlement mauritanien approuve le projet

Le Parlement mauritanien a approuvé, lors d'une séance publique tenue ce mardi sous la présidence de Cheikh Ould Ahmed Ould Bayeh, un projet de loi relatif au protocole d'accord signé le 28 décembre 2021 à Alger entre la Mauritanie et l'Algérie, pour la réalisation de la route terrestre reliant les villes Zouérate en Mauritanie et Tindouf en Algérie. Un mémorandum d'entente, devant permettre de consolider les liens et d'intensifier les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays, ratifié par l'Algérie selon un décret présidentiel publié au Journal officiel (N16). Ce mémorandum avait été signé lors de la visite effectuée par le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, à Alger du 27 au 29 décembre 2021, sur invitation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Dans ce mémorandum, signé par le ministre algérien des Travaux publics et le ministre mauritanien de l'Équipement et des Transports, les deux parties se sont engagées à réaliser la route terrestre reliant Tindouf (Algérie) et Zouérate (Mauritanie), à travers l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement chargée du financement, de la mise en œuvre et du suivi du projet ainsi que des études techniques. Lors de l'approbation, par le parlement mauritanien, du dit projet de lois, le gouvernement, représenté par le ministre mauritanien de l'Équipement et des Transports, El-Mokhtar Ahmed El-Yadal, a réaffirmé « la volonté des deux pays d'intensifier et de diversifier les échanges économiques et commerciaux », à travers la route reliant sur une distance de 800 km, la ville algérienne Tindouf à celle de la Mauritanie, Zouérate.

R. E.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SCIENCES APPLIQUÉES D'ALGER

Le personnel s'oppose au transfert de l'établissement

Les enseignants et fonctionnaires de l'École supérieure des sciences appliquées d'Alger (ESSA-Alger) ont protesté, mardi, devant le siège de leur école, sis à Bab El-Oued, Alger, contre « une probable décision de transfert » de leur établissement vers un autre lieu. Ils ont dénoncé « l'opacité » qui entoure le devenir de cette école, en plus d'affirmer qu'« une telle décision ne peut être prise sans concertation des concernés au préalable ». Les enseignants et fonctionnaires se sont rassemblés devant leur école sise à Bab El-Oued, brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Non au transfert vers le site de Dergana », situé à l'Est d'Alger. Ils ont recouru à cette action pacifique de protestation après le silence radio de l'administration et aussi celui de la tutelle, face à leurs demandes incessantes de ne pas procéder au transfert de leur école, en raison du refus de la majorité des enseignants et fonctionnaires de cet établissement « du transfert obligatoire vers le site de Dergana ».

R. S.

EN L'ABSENCE DE LABORATOIRES D'EXAMEN DE LA CONFORMITÉ

Le marché des climatiseurs échappe à tout contrôle

Le Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, Nouredine Yassaâ, invité, hier matin, de la chaîne I de la Radio nationale, a affirmé que « les climatiseurs, à forte consommation d'énergie électrique durant la période estivale, ne font actuellement l'objet d'aucun contrôle », appelant à « la création, dans les plus brefs délais, de laboratoires pour contrôler les appareils électriques ».



Ph: DR

Un contrôle qui permettra non seulement de s'assurer de la conformité de ce type de produits, mais aussi de préserver le consommateur des risques d'accidents outre de lutter contre le marché informel. La mise en place des laboratoires, pour l'invité de la radio permettra à ces produits de large consommation et utilisation « à répondre aux normes internationales en terme d'efficacité énergétique », affirmant, que « les climatiseurs, à forte consommation d'énergie électrique durant la période estivale, ne font actuellement l'objet d'aucun contrôle ». Il a

également précisé un point important : il s'agit « des appareils électriques, notamment les climatiseurs, à forte consommation d'énergie électrique durant la période estivale, ne font actuellement l'objet d'aucun contrôle ». Concernant les programmes de montage des panneaux solaires producteurs d'énergie électrique propre dans les entreprises publiques, Yassaâ a souligné « que plus de 800 écoles, mosquées, administrations publiques et entreprises économiques ont été dotées de ces panneaux », toutefois,

poursuit-il, « l'excédent de production électrique demeure inexploité, en raison d'obstacles législatifs et financiers » a précisé Nouredine Yassaâ. Poursuivant, il dira que « ces entreprises produisent un excédent considérable d'énergie électrique propre », déplorant le fait que toute cette énergie et ce potentiel énergétique « est actuellement inexploité, faute de non promulgation de certains décrets exécutifs » relatifs à la loi sur l'électricité de 2002, pour « le transfert de l'excédent au réseau électrique national », a-

t-il expliqué. Outre ce vide législatif, il citera aussi « le problème de manque de financement » vu que ce secteur nécessite « des sommes colossales », a fait savoir le responsable. Tout en restant dans ce contexte, il a annoncé que « la publication prochainement » d'un bilan sur le montant des projets des énergies renouvelables entrepris dans chaque secteur dans les zones d'ombre, par le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE).

L. Zeggane

ANNÉE SCOLAIRE 2022/2023

Une rentrée emplie de défis

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a mis l'accent, ce mardi à Alger, sur la nécessité de mobiliser toutes les potentialités en vue de réussir la prochaine rentrée scolaire 2022/2023, où près de 11 millions d'élèves sont attendus dans les trois cycles. Compte tenu de l'importance que révèle la rentrée scolaire dans la société algérienne, nous sommes appelés à mobiliser toutes nos potentialités pour la faire réussir sur les plans pédagogique, organisationnel et matériel relevant tous les défis, notamment celui de l'allègement du poids des cartables plus précisément pour le primaire, avec des tablettes où l'élève peut télécharger des livres numériques gratuitement et aussi le nombre des élèves qui ne cesse de croître, a précisé le ministre, cela marquera l'incarnation « d'une Algérie nouvelle » a-t-il indiqué, lors d'une conférence

nationale des directeurs de l'Éducation tenue au lycée des mathématiques de Kouba. Selon les estimations du secteur, l'Éducation nationale accueillera au total 10 977 642 élèves, tous cycles confondus, répartis sur 353 175 groupes pédagogiques encadrés par 529 826 enseignants, a précisé le ministre, dont 425 625 nouveaux élèves qui rejoindront les bancs de l'école pour la première fois, sont attendus pour la prochaine année scolaire, soit une hausse de près de 4,3% du nombre d'élèves par rapport à l'année précédente.

Le parc national des établissements est passé de 28 457 à 28 839 structures dont 20 272 écoles primaires, 5 909 CEM et 2 658 lycées qui sont équipées de cantines scolaires, a-t-il rappelé. Le secteur prévoit la réception de 587 cantines scolaires cycle primaire, 86 demi-pensionnats 59 au cycle moyen et 27 au second

aire, outre 13 pensionnats. À cette occasion, M. Belabed a appelé les directeurs de l'Éducation à faire preuve de discipline et favoriser le travail collectif, étant les deux clés de la réussite, insistant également sur « le strict respect des consignes, l'application des textes réglementaires régissant l'année scolaire et le suivi de la rentrée scolaire pour pallier les lacunes en temps réel et s'assurer du début des cours dans la date précise.

Le ministre a donné des instructions à l'effet de garantir une rentrée scolaire réussie telles que « la rationalisation de l'exploitation des ressources humaines, la couverture des régions connaissant un manque en la matière, l'encadrement des 353 000 groupes d'élèves à partir du premier jour de rentrée tout en assurant la disponibilité du livre scolaire et l'ouverture des cantines ».

A. Mounir

DÉCHARGES SAUVAGES

Danger sanitaire et environnemental à Bouira

En dépit de la réalisation d'une décharge intercommunale et d'un incinérateur, en région d'Ahnif dans la daïra de M'chedallah, wilaya de Bouira, avec notamment deux équipements qui ont coûté cher au Trésor public, des décharges sauvages menacent la santé des habitants. Elles continuent de pousser comme des champignons sur l'ensemble du territoire de la daïra agressant l'environnement et menaçant les importantes forêts et les champs agricoles qui ceinturent la région.

L'exemple le plus édifiant de cette situation est celui de la commune de montagne de Saharidj, sise à sept kilomètres au nord/ouest du chef-lieu de la daïra de M'chedallah. Cette municipalité partie pour être l'une des régions touristiques les plus attractives au niveau national, est devenue malheureusement une décharge sauvage à ciel ouvert. En effet, pas un village, mais aussi au chef-lieu communal, et aux abords de la RN30, la traversant sur une distance dépassant 20 kilomètres où on ne croise pas une décharge sauvage où sont versées des tonnes de toutes sortes de déchets et ce au vu et au su des responsables municipaux qui ne bougent pas le petit doigt pour mettre un terme à ce danger. La commune est très bien dotée en matière de matériel servant pour le ramassage d'ordures, mais aussi d'importantes équipes d'éboueurs. Cependant, l'ancienne décharge communale, éradiquée il y quelques années soit depuis la réalisation de la décharge et l'incinérateur intercommunal au niveau de la commune d'Ahnif suivi de la dotation de la municipalité en matière de matériel nécessaire pour la collecte des déchets ménagers, prend de nouveau forme. Cette décharge est prise en sandwich entre la bibliothèque communale, le lycée et le stade communal c'est dire que le danger qu'elle provoque est très important. D'autre part ce dépotier sauvage est situé au milieu d'une importante forêt dite la forêt d'Achaïvou ce qui n'est pas sans danger de déclenchement de feux de forêt. D'ailleurs, il y a quelques semaines un feu de forêt s'est déclenché dans cette partie de la daïra de M'chedallah, la forêt a été sauvée in extremis grâce d'abord à la vigilance des habitants de la région et l'intervention rapide des sapeurs-pompiers relevant de la caserne locale. Un appel de détresse est donc lancé aux responsables concernés à leur tête les élus locaux et les services de l'environnement, la santé et leurs camarades des forêts afin de se pencher sans délai sur cette situation qui risque de provoquer des catastrophes sur la santé publique et les forêts de la région. Faudrait-il attendre qu'une catastrophe arrive pour que ceux censés veiller sur la santé publique agissent ?

Omar Soualah

LE HCA SUR L'ENSEIGNEMENT DE TAMAZIGHT

« Il y a une évolution qualitative et quantitative »

Le nombre de candidats au Baccalauréat et au Brevet d'enseignement moyen, ayant passé l'épreuve de Tamazight a connu une hausse considérable durant la session de juin 2022. Cette matière a connu une présence exceptionnelle dans l'évaluation pédagogique, a indiqué mardi un communiqué du Haut commissariat à l'amazighité (HCA). Le HCA a indiqué que « la situation de l'enseignement de Tamazight dans le système

éducatif national a connu une évolution sur les plans quantitatif et qualitatif selon les indicateurs importants en termes de répartition géographique et de nombre d'enseignants dans les trois cycles, outre l'effort visant la généralisation progressive d'une couverture géographique plus large englobant les 58 wilayas à l'avenir », outre les 33 953 candidats au Baccalauréat ayant passé l'épreuve de Tamazight à l'échelle nationale, la wilaya de Tizi-Ouzou

compte deux centres spécialisés dans la correction des copies d'examen des candidats des wilayas du Centre et du Grand Sud comptant, à eux seuls, 16 809 candidats, précise la même source. Le HCA s'est félicité, dans un communiqué signé par son SG, Si El-Hachemi Assad, de ce parcours positif étant le fruit d'efforts consentis par l'État pour la promotion et le développement de Tamazight de manière progressive durant de longues années ; soit

du début de l'opération d'enseignement à la rentrée scolaire de 1995-1996. Enfin, le nombre de copies d'examen confiées au centre de correction de Bouira est passé cette année à 10 697. Le centre d'Akbou assura la correction des copies d'examen de 2 848 candidats, suivi respectivement par les centres de Sétif avec les copies de 2 382 candidats et N'Gaous avec 1 227 candidats, conclut le communiqué.

A. M.

ROYAUME-UNI

«Je pars la tête haute», lance Boris Johnson au Parlement

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a estimé mercredi qu'il partait la "tête haute", tout en reconnaissant devant les députés que son départ, consécutif à une accumulation de scandales, est intervenu plus tôt qu'il ne l'aurait souhaité.

Lors d'un échange animé avec le chef de l'opposition travailliste, Keir Starmer, qui a jugé Boris Johnson perdu dans ses illusions "jusqu'à la fin", le dirigeant conservateur a étrillé son adversaire qui n'est "jamais venu avec une idée ou un projet pour le pays". Énumérant le Brexit, la campagne de vaccination contre le Covid-19, ou encore le "rôle décisif" du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Ukraine contre "la brutale invasion" par la Russie de Vladimir Poutine, Boris Johnson s'est déclaré "fier du formidable travail d'équipe" accompli sous sa direction. "Il est absolument vrai que je pars à un moment que je n'ai pas choisi", a ajouté Boris Johnson, près d'une semaine après l'annonce de sa démission, déclenchée par un exode massif au sein de son gouvernement après un trop plein de scandales. "Je pars mais je pars la tête haute", a-t-il lancé lors de ce qui est en principe son avant-dernière séance de questions face aux députés. "Ca va me manquer ces absurdités hebdomadaires", a lancé Keir Starmer au Premier ministre, après avoir formulé des attaques à peine voilées contre l'ex-ministre des



R.F. DR

Finances Rishi Sunak et le recours de sa riche épouse à un statut fiscal qui lui permettait d'éviter de payer des impôts sur ses revenus étrangers. Après l'annonce de la démission de Boris Johnson, jeudi dernier, huit candidats sont en course pour lui succéder à la tête du parti conservateur et à Downing Street. Un premier tour de vote des députés conservateurs se

tient mercredi. Au moins un candidat sera éliminé, celui qui arrivera dernier, voire plusieurs s'ils échouent à obtenir 30 votes. D'autres tours de scrutin seront organisés jusqu'à ce que soient ainsi choisis les deux finalistes. Un vote par correspondance, réservé aux seuls adhérents du parti, sera ainsi organisé. Le résultat est attendu le 5 septembre.

DIPLOMATIE

Joe Biden et son homologue mexicain posent en "alliés" malgré leurs différends

Les présidents américain et mexicain ont affiché mardi leur volonté de "serrer les rangs" face à la crise migratoire à leur frontière commune et à l'inflation. Joe Biden a qualifié d'"ami" et de "partenaire" son homologue Andres Manuel Lopez Obrador qu'il recevait pour la deuxième fois à la Maison Blanche. Le chef de l'État mexicain lui a pourtant infligé un vif camouflet début juin, en refusant de participer au Sommet des Amériques à Los Angeles au motif que Cuba, le Venezuela et le Nicaragua n'avaient pas été invités. Les deux hommes divergent également sur la crise en Ukraine, le Mexicain refusant de se joindre aux sanctions imposées par l'Occident contre la Russie. "Malgré les titres exagérés que nous voyons souvent, nous avons tous les deux une solide relation de travail", a assuré Joe Biden. "Je crois qu'en travaillant ensemble, nous pouvons nous aider à résoudre nos problèmes respectifs", a poursuivi le président démocrate en insistant sur la crise migratoire à la frontière entre les deux pays. Mentionnant la mort de 53 migrants, dont de nombreux Mexicains, dans un camion surchauffé au Texas le 27 juin, il a assuré que les États-Unis avaient renforcé la lutte contre les passeurs qui mettent les candidats à l'immigration en danger. Dans un communiqué commun publié par la Maison Blanche après leur échan-

ge, les deux dirigeants ont affirmé que cette tragédie "renforçait encore notre détermination à s'attaquer aux filières de passeurs qui engrangent des milliards de dollars sur le dos des migrants et à intensifier nos efforts pour s'attaquer aux racines des migrations". "Nous avons besoin que chaque pays de la région nous rejoigne", avait lancé plus tôt le démocrate, accusé par l'opposition républicaine d'être laxiste face aux interpellations record de

migrants clandestins à la frontière sud. Les deux dirigeants ont indiqué, dans le communiqué, que le Mexique s'était engagé à financer à hauteur de 1,5 milliard de dollars des infrastructures à la frontière. Son homologue mexicain avait ainsi plaidé pour une "coopération renforcée" entre les deux pays, tout en fixant ses propres demandes: une régularisation des migrants installés de longue date aux États-Unis.

Évoquant des "temps difficiles" avec une inflation "dont le monde entier souffre", le président de gauche nationaliste a également suggéré de suspendre les tarifs douaniers entre les deux pays "pour diminuer les prix au profit des consommateurs". "Malgré nos différences et nos désaccords, qui ne sont pas faciles à oublier, nous avons, à plusieurs reprises, été capables de travailler comme de vrais alliés", a poursuivi M. Lopez Obrador.

SRI-LANKA

Des manifestants pénètrent dans les bureaux du Premier ministre

Des milliers de manifestants ont pris d'assaut mercredi les bureaux du Premier ministre sri-lankais Ranil Wickremesinghe, quelques heures après sa désignation comme président par intérim, ont rapporté des médias. La foule a débordé les forces de l'ordre et est entrée dans le bâtiment, pour hisser des drapeaux du pays, alors que la police et l'armée avaient tenté de les repousser avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau. Un peu plus tôt dans la journée, le président du Parlement avait annoncé la désignation, par le chef de l'État en fuite, Gotabaya Rajapaksa, de M. Wickremesinghe en tant que président par intérim. Dans une allocution télévisée, M. Wickremesinghe a demandé à l'armée et la police de rétablir l'ordre, mais les troupes reculaient et laissaient les portes du bâtiment ouvertes aux manifestants. "J'ai ordonné aux commandements militaires et au chef de la police de faire le nécessaire pour rétablir l'ordre", a déclaré le Premier ministre. Les manifestants "veulent m'empêcher de m'acquitter de mes responsabilités de prési-

dent par intérim", a-t-il ajouté. "Nous ne pouvons pas déchirer notre Constitution (...) Nous devons mettre fin à cette menace fasciste qui pèse sur la démocratie", a-t-il déclaré, ajoutant que les bâtiments publics occupés par les manifestants devaient être rendus à l'État. Dans la journée, le gouvernement avait déclaré l'état d'urgence et la police avait instauré un couvre-feu dans la province de Colombo. Mais cela n'a pas dissuadé les milliers de manifestants rassemblés devant les bureaux du Premier ministre. D'autres manifestants ont perturbé l'antenne de la principale chaîne de télévision publique. Un homme non identifié a pénétré dans le studio de la chaîne Rupavahini pendant un direct et ordonné que seules les informations relatives aux protestations soient diffusées. La transmission a été coupée et remplacée par un programme enregistré. Le président sri-lankais Gotabaya Rajapaksa avait promis le week-end dernier de démissionner ce mercredi, mais, arrivé plus tôt dans la journée aux Maldives, il n'a pas encore officialisé son retrait.

BRÉSIL

Au moins six morts lors d'une fusillade dans une favela de Rio de Janeiro

Au moins six personnes ont été tuées et deux autres blessées mardi après une fusillade entre des policiers et des criminels présumés dans une favela de Rio de Janeiro, la deuxième plus grande ville du Brésil, selon des sources policières. La police civile de Rio de Janeiro a révélé que l'événement s'est produit dans la favela de Manguinhos, dans la zone nord de Rio de Janeiro, mardi matin, lorsqu'un groupe de policiers a essuyé des tirs alors qu'il passait à proximité. Lorsque des renforts sont arrivés sur les lieux, une violente fusillade s'en est suivie, faisant au moins six morts et deux blessés, ce qui a également entraîné l'interruption du service ferroviaire dans la zone. La favela de Manguinhos est très proche du siège de la police civile de Rio de Janeiro.

COVID-19

La Jordanie fait face à une cinquième vague

La Jordanie est frappée d'une cinquième vague du virus Covid-19, avec une augmentation notable du nombre d'infections enregistrées par le Royaume au cours de la semaine écoulée, indiquent mardi les autorités. Bassam Hijjawi, membre du Comité national des épidémies, a souligné que la Jordanie "est entrée dans une nouvelle vague de la pandémie du Coronavirus, selon les données théoriques et épidémiologiques du type (BA.5) dérivé du mutant Omicron original". Il a expliqué que la vague "a commencé fin juin dernier", notant que "les chiffres qui ont commencé à être enregistrés indiquent que la Jordanie est entrée dans une nouvelle vague". Hijjawi a indiqué que "BA.5" est la cause de la nouvelle vague dans le monde, qui est "plus répandue et moins sévère". Dimanche, la Jordanie a annoncé l'enregistrement d'un mort et de 2 135 blessés au cours de la semaine écoulée. Mardi soir, le nombre de cas en Jordanie a atteint un 1 700 526.

PUB

SPORTS

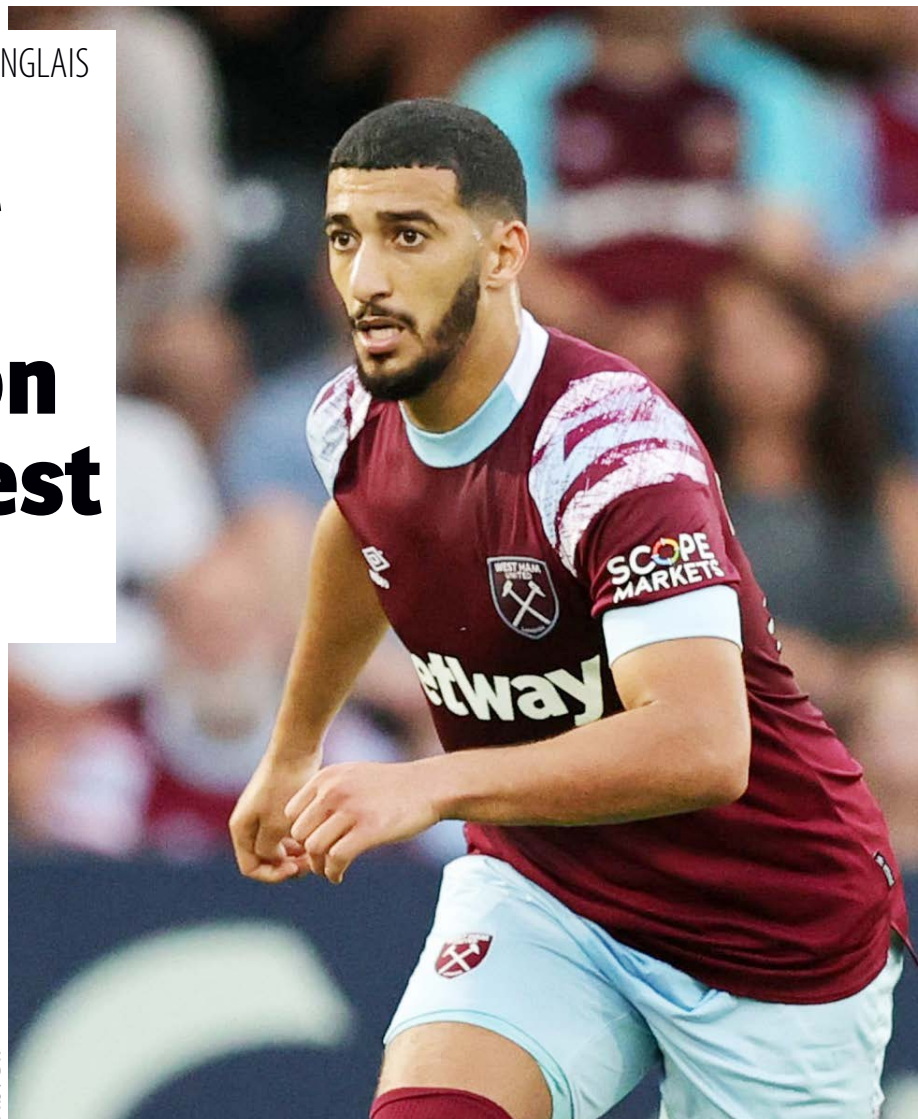
SON AVENIR AU SEIN DE SON CLUB ANGLAIS EST DANS LE FLOU

Benrahma envoie un signal à son coach à West Ham

Dans la foulée des informations qui circulent à West Ham à propos de l'intention de ce club pensionnaire de la Premier League de se séparer des services de son international algérien, Saïd Benrahma, ce dernier a réussi à démarrer en trombe la phase précompétitive en prévision de la nouvelle saison.

En effet, l'ex-joueur de Brentford, que certains ont donné proche d'un retour au sein de cette formation, également pensionnaire de l'élite anglaise depuis l'exercice dernier, est parvenu à ouvrir son compteur-buts à l'occasion de la deuxième sortie amicale des siens dans le cadre de leurs préparatifs en prévision du nouvel exercice.

Le but de Benrahma est venu d'un coup franc direct, à la 20e minute de la confrontation, parvenant à envoyer le



cuir au fond des filets du gardien de but de l'équipe de Buriram Wood, pensionnaire de la division anglaise. Malgré cette réalisation, le club londonien s'est contenté pour l'occasion d'un nul. Mais la performance de Benrahma lui a permis de marquer des points, et surtout envoyer un message à sa manière à son entraîneur plutôt tenté de ne pas le garder au sein de son effectif.

Benrahma a été crédité aussi d'une belle prestation lors de la première sortie amicale de son équipe contre les Suisses de Servette de Genève que West Ham a gagnée sur le score de deux buts à zéro.

Pour rappel, Benrahma n'a pas été retenu par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, lors du précédent stage des Verts au cours duquel ces derniers ont disputé trois matchs, dont deux officiels, tous les trois soldés par des victoires.

C'est dire que Benrahma devra cravacher encore dur pour retrouver les Verts surtout que la concurrence a été bel et bien relancée avec la convocation de nouveaux joueurs, dont Billel Brahimi, sociétaire de l'OGC Nice, qui évolue au même poste que le joueur de West Ham. *Hakim S.*

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE HANDBALL

La sélection nationale boit le calice jusqu'à la lie

Jadis la fierté du sport algérien, le handball national est descendu si bas depuis quelques années. Avant-hier, pour l'entrée en lice de la sélection algérienne dans la coupe d'Afrique des nations qui se déroule au Caire, elle a bu le calice jusqu'à la lie. Triste sort qu'est en train de connaître le sept algérien et derrière lui ce deuxième sport populaire en Algérie.

Il faut dire que personne ne s'attendait à ce que la bande à Rabah Gharbi subisse une humiliation qui ne dit pas son nom à l'occasion de sa première sortie dans ce rendez-vous continental contre la Guinée. Un adversaire qui participe pour la troisième fois seulement dans son histoire à une joute africaine de cette envergure.

Cela n'a pas empêché toutefois les Guinéens, dont la plupart évoluent en deuxième division française, d'enchaîner leur deuxième succès de rang dans ce championnat après avoir battu, 24 heures auparavant, le Gabon par un



score lourd.

Contre l'Algérie, et même si notre sélection a réussi à terminer la première mi-temps à son avantage (14-10), on a malheureusement assisté à un retournement de situation en deuxième période, ayant permis aux Guinéens de revenir fort dans la partie pour la terminer à leur faveur sur le score de 28-22.

C'est la consternation générale dans le camp algé-

rien qui ne s'attendait nullement à une telle débâcle. Pourtant, on pensait qu'après l'élimination sans gloire des Verts dès le premier tour du tournoi de handball des récents jeux méditerranéens déroulés à Oran, les coéquipiers de Berkous allaient vite réagir pour prendre leur revanche.

D'autant plus que le championnat d'Afrique constitue pour eux un objectif princi-

pal, en visant l'une des trois premières places qualificatives au prochain Mondial. Mais cet objectif semble déjà perdu, car même si l'équipe nationale venait de se qualifier au prochain tour (en cas de victoire hier contre le Gabon), elle aura besoin d'un exploit pour passer aux demi-finales lorsqu'elle affrontera le géant égyptien, premier de son groupe, lors des quarts.

Autrement dit, la bande à Gharbi peut d'ores et déjà dire bye au rendez-vous planétaire, dans un scénario auquel personne ne s'attendait. Mais les plus avertis pensent qu'il s'agit là d'un résultat somme toute logique de plusieurs années de bricolage. Déjà, ça fait déjà un bon bout de temps que la Fédération algérienne de handball est gérée par un directoire après l'éviction de l'ex-président Habib Labane.

Il est temps que le MJS intervienne pour mettre le holà, car notre handball n'a jamais atteint un degré aussi bas de médiocrité. *H. S.*

IL JOUE À L'ABC BRANIK (R. TCHÈQUE)

Rayane Benlalam rêve des Verts

Ce n'est un secret pour personne : l'Algérie regorge de jeunes talents un peu partout dans le monde. Ils sont nombreux d'ailleurs en Europe à commencer à émerger.

Certains d'entre eux sont sélectionnés en équipes nationales des catégories jeunes. D'autres préfèrent pour l'instant porter les couleurs des sélections jeunes de France en particulier. Mais il y en a aussi qui attendent un signe de la part de la FAF pour intégrer les rangs des jeunes des Verts.

L'exemple nous vient, cette fois-ci, de la République Tchèque, ce pays d'Europe centrale, réputé pour ses châteaux richement ornés. A Prague, la capitale, un jeune footballeur algérien commence à faire parler de lui et surtout à faire l'unanimité : Rayane Benlalam. Ce dernier est issu d'une famille sportive, puisque le père de ce jeune, né le 7 mars 2005, n'est autre que Hakim, ancien joueur de l'IRB Madania (ex-UPCS) et de la JS Kabylie. Pour ses débuts, Rayane a

commencé à l'école de football créée par son père en République Tchèque avant de s'engager avec le FC Tempo Prague.

Ses prestations avec ce club ont tapé dans l'œil des responsables du Slavia Prague, où il évoluera pendant 3 saisons. Ceci, avant de s'engager avec l'Académie ABC Branik, affiliée à Slavia Prague. Rayane se distingue surtout par sa polyvalence en attaque, puisqu'il évolue en pointe et sur les ailes. Dans les deux registres, il s'illustre de fort belle manière, avec son sens inné des buts.

Lors de la saison écoulée par exemple, il a réussi à marquer 22 buts et offrir 23 passes décisives avec les U17 et les U19 de l'ABC Branik.

Son sens de but lui a valu d'être sélectionné en jeunes avec l'équipe nationale tchèque, en prenant même part à une rencontre amicale face à la Juventus, durant laquelle il s'était distingué de belle manière en tapant dans l'œil de la



légende du football tchèque de la Vieille Dame italienne, Pavel Nedved. En étant encore jeune, Rayane fait face à la Juventus, durant laquelle il s'était distingué de belle manière en tapant dans l'œil de la

le souhait qu'il ne cesse de formuler à sa famille. En attendant, il continue son apprentissage avec l'espoir de rejoindre bientôt un grand club européen.

Hakim S.

FAF

Zefizef Djahid prend ses fonctions

La cérémonie officielle de passation des pouvoirs entre le président sortant de la Fédération algérienne de football, Charaf-Eddine Amara, et le nouveau président élu, Zefizef Djahid Abdelouahab, s'est déroulée ce mardi au siège de la FAF à Alger. La passation des compétences présidentielles des mains de Charaf-Eddine à celles de Zefizef a été

actée par la signature du procès-verbal préparé par la Commission de passation des consignes présidé par Guernouz Mohamed, assisté des membres Kemmouche Khelifa et Naïb Sid Ali, précise la FAF dans un communiqué publié sur son site officiel. Avant de procéder à la signature, les deux responsables ont eu des échanges portant sur plusieurs aspects liés à la gestion de la FAF et des dossiers en cours, souligne la même source.

Outre les deux signataires, la cérémonie de passation a vu la présence de deux membres élus du nouveau Bureau fédéral, Merbout Djamel et Arab Azeddine, du président de la Commission de passation des

consignes, Guernouz Mohamed, des deux membres de ladite commission, Kemmouche Khelifa et Naïb Sid Ali et, enfin, du Secrétaire général de la FAF, Dbichiounir. Immédiatement après la fin de la cérémonie, le nouveau président de la FAF a rejoint son bureau pour entamer son travail à la tête de l'instance fédérale. Pour rappel, Zefizef

Djahid a été élu nouveau président de la Fédération algérienne de football, lors de l'Assemblée générale électorale, tenue jeudi au Centre de conférence du stade 5-Juillet (Alger).

Il a obtenu 52 voix contre 34 voix pour l'autre candidat, l'ancien international Abdelhakim Serrar, tandis que cinq bulletins sont considérés nuls. Zefizef succède à Charaf-Eddine Amara qui avait annoncé sa démission le jeudi 31 mars dernier, deux jours après l'élimination de l'équipe nationale en match barrage de la Coupe du monde 2022 au Qatar (21 novembre - 18 décembre), au terme de sa double confrontation face au Cameroun (aller : 1-0, retour : 1-2, a.p.).

CR BELOUZDAD

Bakir et Khalfallah remplient, le gardien Maachou revient

La direction du CR Belouizdad a annoncé mardi le prolongement du bail d'Ismail Bakir jusqu'à l'été 2024, outre le renouvellement de la licence de Hichem Khalfallah, pour deux ans supplémentaires. Le gardien Redouane Maachou effectue, par contre, son retour au CRB, après l'expiration de la période de prêt à l'USM Bel Abbès. En prévision de la nouvelle saison, la direction du club champion d'Algérie en titre, a recruté jusque-là le gardien Alexis Guendouzi (ex USM Alger) et l'ex international algérien Driss Saadi. Le Chabab de Bêlouizdad, trois fois champion d'Algérie consécutivement, a effectué lundi sa première séance d'entraînement au niveau de l'Ecole supérieure d'Hôtellerie et de restauration d'Ain Benian (Alger) sous la conduite de son nouvel entraîneur, le Tunisien Nabil El-Kouki. Ce dernier succède au Brésilien Marco Paqueta dont le contrat n'a pas été renouvelé par la direction du club.

FUTSAL

Le report de la Coupe arabe des clubs tombe à point nommé pour "Rabie El Djazairi"

Le club oranais "Rabie El Djazairi", champion d'Algérie en titre en football en salle (Futsal), est soulagé par le report de la Coupe arabe des clubs, prévue initialement en début ce mois de juillet en cours en Arabie saoudite, avant qu'elle ne soit reportée à une date ultérieure, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du club algérien. "Nous avons reçu une correspondance de la part de la Fédération algérienne de football nous informant du report de la prochaine édition de la Coupe arabe des clubs prévue initialement en ce mois de juillet dans la ville saoudienne d'Al Demmam", a déclaré à l'APS le premier responsable de Rabie El Djazairi, Amar Djebbari. Ce report est tombé à point nommé pour le club de la capitale de l'Ouest qui a failli aborder l'épreuve sans une préparation adéquate en raison de ses problèmes financiers, a encore expliqué son président. "Heureusement que cette Coupe arabe, sur laquelle on table énormément, a été reportée à une date ultérieure, car on trouve

de ces stars disponibles à « moindre » coût. Sauf qu'aujourd'hui, la Joya n'a toujours pas de club. Avant même l'annonce de son départ, Dybala était pourtant annoncé avec instance du côté de l'Inter. Tout semblait presque réglé et puis les Nerazzurri ont fait savoir que l'ancien Bianconero n'était plus une priorité, surtout avec le retour en prêt de Romelu Lukaku. Poussé vers la sortie par la Juve,

JOURNAL DES TRANSFERTS

La Roma veut tenter le coup avec Paulo Dybala

Toujours sans club, l'Argentin serait dans le viseur des Giallorossi. Mais l'affaire est encore loin d'être faite. Paulo Dybala (28 ans) ne comprend pas. Lorsque son départ de la Juventus a été officialisé par la Vieille Dame, l'attaquant argentin pensait trouver rapidement preneur.



Libre de tout contrat, il fait partie de ces stars disponibles à « moindre » coût. Sauf qu'aujourd'hui, la Joya n'a toujours pas de club. Avant même l'annonce de son départ, Dybala était pourtant annoncé avec instance du côté de l'Inter.

Tout semblait presque réglé et puis les Nerazzurri ont fait savoir que l'ancien Bianconero n'était plus une priorité, surtout avec le retour en prêt de Romelu Lukaku. Poussé vers la sortie par la Juve,

TOUT DÉPEND DE ZANIOLI

Dans son édition du jour, la Gazzetta dello Sport indique que le joueur va rencontrer son agent Jorge Antun et l'intermédiaire Fabrizio De Vecchi, l'homme qui remue ciel et terre pour lui trouver un nouveau club. En clair, Dybala veut savoir pourquoi il se retrouve dans cette situation malgré son statut de star. Deux options italiennes seraient d'actualité. La première mène au Napoli et la deuxième

Le Barça annonce un accord de principe avec Leeds pour Raphinha !

Malgré la concurrence d' Arsenal et de Chelsea, le FC Barcelone a su résister et va s'adjuger les services de Raphinha. Une nouvelle recrue de choix pour le club catalan.

C'est ce qu'on appelle une progression linéaire. Parti du Brésil à 19 ans pour rejoindre le Vitoria Guimarães, Raphinha a grandi au Portugal avant

de signer au Sporting CP au bout de deux ans. Convainquant alors Rennes après une saison de miser sur lui contre un chèque de 21 millions d'euros, c'est finalement à Leeds United qu'il posait ses valises après seulement un an. Un début de carrière mouvementé pour le joueur de 25 ans qui s'en sort haut la main.

Devenu international avec le Brésil (9 capes, 3 buts), il a eu besoin d'une première saison d'acclimatation avant de tout écraser sur son passage avec les Peacocks.

Même s'il a dû batailler pour éviter la relégation aux siens, le natif de Porto Alegre a délivré une saison de grande classe comme en témoignent ses 11 buts et 3 offrandes en 35 rencontres de

le Brésil (9 capes, 3 buts), il a eu besoin d'une première saison d'acclimatation avant de tout écraser sur son passage avec les Peacocks.

Même s'il a dû batailler pour éviter la relégation aux siens, le natif de Porto Alegre a délivré une saison de grande classe comme en témoignent ses 11 buts et 3 offrandes en 35 rencontres de

Premier League. Un bilan intéressant qui a tapé dans l'œil des cadors européens.

LE FC BARCELONE A RÉSISTÉ À ARSENAL ET CHELSEA

Disposant vite d'une jolie cote auprès des meilleurs clubs anglais, Raphinha a aussi plu au FC Barcelone. Le club catalan dispose pourtant de gros problèmes financiers et malgré la volonté du joueur de rejoindre l'Espagne cela a offert une brèche aux autres formations. Arsenal a semblé alors prendre le meilleur dans ce dossier puis Chelsea s'est engouffré dans la brèche. Le rôle de Deco a aussi été très important, puisqu'il a poussé pour que son client file en Catalogne.

Finalement, le FC Barcelone a tenu bon malgré la concurrence et renforcé l'aile droite de son attaque via un chèque de 58 millions d'euros plus divers bonus selon les médias locaux.

« Le FC Barcelone et le Leeds United Football Club ont conclu un accord pour le transfert de Raphael Dias Belloli, Raphinha, en attendant la visite médicale du joueur », indique ainsi le club de Liga dans son communiqué officiel. Plus qu'à passer la visite médicale et Raphinha sera blafrana !

MANCHESTER UNITED VERSION

ERIK TEN HAG

La première sortie très encourageante

Nouveau coach de Manchester United, Erik ten Hag faisait son grand baptême face au rival historique Liverpool. Un match amical en Thaïlande gagné 4-0 qui permet de lancer son aventure sur de bons rails. Plus que le score, les Red Devils ont montré des intentions de jeu assez intéressantes pour la suite.

Il y a quelques mois, Manchester United semblait sombrer contre Liverpool avec une défaite 4-0 en Premier League. Ce mardi, l'addition est la même, mais ce sont les Red Devils qui l'ont administré à l'équipe de Jürgen Klopp. L'importance est moindre et ce succès reste à relativiser puisque c'était un match amical et que Liverpool a réalisé une grosse revue d'effectif. Néanmoins, Manchester United a fait le plein de confiance et a pu montrer de belles choses. Déjà sur le plan défensif, on a retrouvé une certaine cohérence dans cette rencontre. David De Gea a été très impressionnant et le duo Raphaël Varane - Victor Lindelöf a été plutôt sérieux. Seul Diogo Dalot a eu plus de mal sur ce plan (offensif) mais il a brillé puisqu'il a eu à gérer un Luis Diaz fidèle à lui-même. En seconde période, Eric Bailly s'est affirmé en patron quand la recrue Tyrell Malacia a livré une première partition encourageante.

Offensivement et dans la construction, le bilan est aussi particulièrement intéressant. Avec 4 buts inscrits, les Mancuniens ont montré un certain réalisme face aux cages avec des buts de Jadon Sancho (12e), Fred (30e), Anthony Martial (33e) et Facundo Pellistri (77e). D'ailleurs, les prestations individuelles des offensives sont quasiment toutes à saluer. Seul Marcus Rashford semblait un peu emprunté tandis que Jadon Sancho a livré un match de haute facture. En analysant un peu la structure de ces buts, on perçoit aussi certains principes de jeu chers à Erik ten Hag. Le dernier but inscrit par Facundo Pellistri fait suite à un contre de 80 mètres initié par Eric Bailly et conclu par l'Uruguayen après un une-deux avec Amad Diallo. Comme à l'Ajax où Jürrien Timber était amené à se projeter régulièrement, on s'attend donc à revoir des situations où les centraux seront davantage amenés à porter le ballon pour initier des offensives.

ERIK TEN HAG SATISFAIT MAIS EXIGEANT

Le troisième but signé Anthony Martial fait face à une autre facette du jeu d'Erik ten Hag dont on a pu en voir des bribes en première période : un pressing haut. Alors certes, le défi était de taille contre Liverpool qui en fait sa marque de fabrique et les Reds ont plutôt dominé les débats sur ce sujet en seconde période. Par contre, le premier acte était davantage équilibré et le but d'Anthony Martial fait suite à une récupération haute du Français, qui a ensuite réalisé un petit numéro pour marquer. Globalement, Erik ten Hag tire plutôt un bon bilan de cette première prestation de son équipe comme il l'a expliqué à MUTV : « Je sais que nous avons de bons joueurs, maintenant nous devons construire une équipe. Je suis satisfait du premier match.

Cependant, le Néerlandais sait que le résultat est flatter et que son équipe a encore de gros axes de progression : « Il faudra beaucoup de temps. J'ai vu beaucoup d'erreurs aujourd'hui. Soyons honnêtes, Liverpool jouait avec trois équipes différentes, ils n'étaient pas sur leur meilleur niveau. Il ne faut pas surestimer ce résultat, mais j'ai quand même vu de très bonnes choses. Nous avons beaucoup de créativité et de vitesse à l'avant. Comme je l'ai dit, nous avons du potentiel. Je pense que c'était une équipe avec un super esprit et nous savons que nous ne faisons que commencer. Au pressing, nous avons fait des erreurs, mais nous avons aussi créé des occasions avec le pressing. Une première réussie donc pour le Manchester United version Erik ten Hag qui essayera de confirmer cela ce vendredi contre Melbourne.

BOUMERDÈS. SAISON ESTIVALE

Plus de 2,5 millions d'estivants sur les plages en moins d'un mois

Plus de 2,5 millions d'estivants de différentes wilayas du pays ont afflué vers les plages de la wilaya de Boumerdès de la mi-juin dernier au 11 juillet courant, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la direction de wilaya de la protection civile.

"Ce nombre d'estivants, qui dépasse toutes les prévisions, est en hausse (soit une différence de près de 400.000 personnes) comparativement au nombre de vacanciers enregistrés à la même période de l'année dernière", a indiqué, à l'APS, le chargé de communication, le lieutenant Hocine Bouchachia. Les grandes plages réputées de la wilaya, à l'instar de celles de Boumerdès, Corso, Cap Djinet, Zemmouri El Bahri, Dellys et Boudouaou El Bahri, sont les plus prisées par les estivants, notamment en week-end (vendredi et samedi), a-t-il ajouté. Pour le lieutenant Bouchachia, l'importante affluence des vacanciers sur les 45 plages autorisées à la baignade de la wilaya s'explique par les fortes chaleurs et l'humidité caractérisant cette saison, outre l'amélioration des conditions d'accueil et de sécurité. Il a, également, cité l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid-19 suivie par la levée du confinement et au non report de l'ouverture de la saison estivale, comme ce fut le cas durant les deux années précédentes, pour expliquer cette affluence. À cela, s'ajoute la mise en exploitation de plus de 150 nouvelles lignes de transport de voyageurs sur lesquelles activent près de 400 véhicules pour assurer le transport des estivants des communes reculées de Boumerdès, vers les plages. Le plan de transport a été, également, renforcé par la mobilisation de nombreux bus au profit des vacanciers d'autres wilayas, dont Tizi-



Ouzou, Bouira et Blida. À l'opposé de ce grand flux de vacanciers, la wilaya de Boumerdès accuse un déficit énorme en structures d'accueil. Elle dispose actuellement d'un parc hôtelier de pas plus de 3000 lits (20 hôtels), auxquels s'ajoutent près de 7000 lits assurés par des camps et centres de vacances et des établissements scolaires. Par ailleurs, le même responsable a fait part de la mobilisation de près de 3.200 surveillants de baignade saisonniers, durant cette saison, pour la couverture de la totalité

des plages de la wilaya. Il a, en outre, signalé que 3.278 interventions ont été réalisées depuis le début de la saison. 2.615 personnes ont été sauvées d'une noyade certaine, tandis que près de 314 autres ont été assistées sur place et 54 transférées vers des hôpitaux et des centres de soin mitoyens. A noter que quatre morts par noyade ont été enregistrés tant au niveau de plages surveillées que non surveillées, de la wilaya, est-il, aussi, déploré de même source.

KHENCHELA. KAIS

Ouverture d'une piscine semi-olympique

Une piscine semi-olympique a été ouverte, mardi, dans la commune de Kais (wilaya de Khenchela) au profit de diverses associations sportives et des citoyens, a-t-on appris auprès du directeur local de la jeunesse et des sports (DJS), Lyazid Zouaoui. Le même responsable a affirmé à l'APS que cette piscine a été officiellement mise en service après le parachèvement de tous les travaux et l'acquisition des équipements pour réchauffer l'eau, pour le nettoyage et le remplissage du bassin. L'ouverture de cette piscine semi-olympique, a-t-il précisé, intervient après l'achèvement des travaux qui ont duré 6 ans et connu de nombreux problèmes tech-

niques qui ont entravé la réception du projet, ajoutant que la piscine a vu la visite, début juillet, de la commission technique de la Direction locale de la Protection civile qui a autorisé son ouverture après la levée de toutes les réserves enregistrées auparavant. M. Zouaoui a indiqué que les travaux de forage d'un puits artésien et l'acquisition d'équipements de filtrage, de réchauffage de l'eau, de raccordement aux différents réseaux, de construction d'un réservoir d'eau et le parachèvement de divers travaux d'aménagement extérieurs de la piscine, ont mobilisé une enveloppe financière estimée à 122 millions de DA. Il a ajouté que la mise en exploitation

de cette piscine permettra à de nombreux clubs et associations sportives, activant dans la commune de Kais, de pratiquer la natation et préparer les athlètes aux divers événements et compétitions locales et nationales, en plus de profiter aux citoyens durant l'été à des prix symboliques.

Le même responsable a également souligné que la DJS de Khenchela, en coordination avec les responsables chargés de la gestion de la piscine de Kais, ont mis tous les moyens, notamment humains, à la disposition de ceux qui fréquentent cette piscine, surtout pendant la saison estivale marquée par une forte affluence de jeunes et d'enfants.

SAÏDA. HABITAT

Remise des clés de plus de 600 logements publics locatifs

Les clés de 614 logements publics locatifs ont été remises à leurs bénéficiaires mardi à Saïda, a-t-on appris auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le chef de service de gestion immobilière, Farid Chaïb, a souligné que cette opération intervient à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance, sous la supervision du wali de Saïda, Abdelaziz Djouadi. L'opération de remise des clés s'est déroulée au niveau de Haï Salem 2, au chef-lieu de wilaya, où sont situés ces logements, a indiqué la même source, ajoutant que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour cette opération. Le tirage au sort pour désigner les sites des bénéficiaires de ce quota d'habitat a eu lieu lundi dernier au niveau de la salle omnisports "Ahmed Hamada" de Saïda, sous la supervision des services de l'OPGI, a-t-on indiqué. La liste provisoire des bénéficiaires de ces logements a été rendue publique, en avril dernier, par les services de la daïra de Saïda et a été suivie par l'examen des recours, a souligné la même source.

BÉJAÏA. MOISSON-BATTAGE

Une récolte de 131.000 quintaux de céréales prévue

Une récolte de 131.000 quintaux de blé et orge est attendue au terme de l'actuelle campagne de moisson-battage dans la wilaya de Bejaïa, selon les prévisions de la direction des services agricoles qui a établi ce niveau de rendement sur la base des résultats obtenus depuis son ouverture à la mi-juin dernier. Quelque 34.000 quintaux ont déjà été collectés sur une superficie représentant 41% de la superficie totale emblavée d'une étendue de 5900 hectares, a précisé la même source. La quantité collectée à ce jour est considérée comme "une moisson considérable", au regard des performances de l'année 2021 et du caractère non céréalière de la wilaya, a-t-on relevé. Au terme de l'été dernier, avec une superficie emblavée légèrement supérieure, estimée à 6240 hectares, il n'en a été récolté que 70.000 quintaux de céréales, rappelle-t-on. Située en général sur un relief montagneux, la wilaya de Bejaïa n'est pas une région à potentiel céréalière. L'essentiel de sa production céréalière provient des plaines du sud-est, notamment Draa-el Gaid aux limites avec la wilaya de Sétif qui concentre 30 % des surfaces dédiées à la céréaliculture, ou du cœur de la vallée de la Soummam, notamment El-kseur, Amizour et un degré moindre Tazmalt, qui en fournissent le reste.

FERAOUN

Plusieurs espèces végétales détruites dans un feu de forêt

Un important feu de forêt s'est déclaré mardi dans le massif forestier de Feraoun dans la commune d'Amizour, à 50 km au sud de Bejaïa, détruisant plusieurs espèces végétales, notamment des essences forestières, des oliviers et de la broussaille, apprend-t-on de la Protection civile. L'incendie survenu en fin de matinée était toujours en ignition en milieu d'après-midi, nécessitant l'engagement d'importants moyens pour le circonscire, a-t-on précisé de même source, indiquant à ce titre, l'envoi sur place de la colonne mobile et la mobilisation de l'ensemble des moyens de l'unité d'Amizour, outre l'engagement des éléments de la conservation des forêts, des Assemblées populaires communales (APC) locales et des dizaines de riverains. Le feu, souligne-t-on, n'avance pas dangereusement mais reste sujet, de temps à autre, à de légers soufflements de vents qui risquent d'accroître ses nuisances. Par ailleurs, deux autres feux ont fait leur apparition, dont un à la commune d'Adekar, à 60 km au nord-ouest de Bejaïa, qui a fait près de deux hectares de dégâts. Il a été néanmoins éteint rapidement du fait des moyens mobilisés sur le territoire de la circonscription. L'autre feu a été enregistré au village de Zentout dans la commune de Tamridjt, à 40 km au sud est de Bejaïa. Il a également été maîtrisé avant qu'il ne fasse de gros dégâts, selon la même source.

OUARGLA. HASSI-MESSAOUD

Mise en service de trois nouveaux complexes hydrauliques

Trois (3) nouveaux complexes hydrauliques viennent d'être mis en service dans la daïra de Hassi-Messaoud, (80 km Sud-est d'Ouargla), dans le but d'améliorer l'alimentation en eau potable de la population locale, a-t-on appris mardi de la direction des ressources en eau et de la sécurité hydrique (DRESH) de la wilaya. D'un investissement de plus de 223 millions DA accordé au titre du fonds spécial de développement des régions du Sud, ces nouveaux ouvrages hydrauliques sont équipés chacun d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 2.000 m³ et d'un transformateur électrique de 450 Kilo-Volt-Ampères (KVA), a indiqué la même source. Cette opération s'assigne comme objectifs le renforcement des capacités de stockage de l'eau potable et l'alimentation régulière en eau de la population locale. Le secteur des ressources en eau et de la sécurité hydrique de la wilaya d'Ouargla dispose d'un réseau de distribution long de 1.359 km, avec un taux de raccordement de 98%, de plus de 75 châteaux d'eau d'une capacité de stockage dépassant les 74.000 M³. Ces ressources sont mobilisées à partir de 483 forages, dont 105 puits destinés à l'alimentation en eau potable de la population, 359 autres pour l'irrigation agricole et 19 puits pour le secteur industriel, selon les données du secteur.

EMMY AWARDS

La série «Succession» en tête des nominations

La série «Succession» de HBO, qui suit les affres d'une puissante famille dont les membres complotent et s'entre-déchirent, est arrivée mardi en tête de la course aux Emmy Awards, équivalents des Oscars pour la télévision américaine, avec 25 nominations au total.

Vainqueur en 2020, «Succession» affrontera notamment la série sud-coréenne «Squid Game», sombre et violente dénonciation des dérives du capitalisme qui est entrée dans l'histoire comme la première production dans une langue autre que l'anglais à concourir dans la catégorie phare des séries dramatiques. La série Netflix la plus regardée à ce jour met en scène des centaines de personnages issus des franges les plus marginalisées de Corée du Sud, participant à des jeux d'enfants comme «un, deux, trois, soleil» pour remporter une énorme somme d'argent, au risque d'être tués. La compétition s'annonce serrée en vue de la remise des trophées le 12 septembre avec des poids lourds confirmés comme «Stranger Things», «Ozark» et «Better Call Saul». Après les restrictions sanitaires qui avaient contraint Hollywood à fermer ses plateaux de



tourage durant la pandémie, les productions sont de retour à «un niveau historique» et l'Académie des Emmy Awards «a reçu un nombre record de candidatures cette saison», a déclaré son directeur, Frank Scherma. Côté comédies, «Ted Lasso» (Apple TV+), vainqueur l'an dernier, part en pole position avec 20 nominations. La série mettant en scène un entraîneur de football américain parachuté dans une équipe de foot anglaise aura notamment face à elle «La Fabuleuse Mme Maisel» et «Barry». Il faudra aussi compter avec «Hacks» et «Only Murders in the Building» qui ont chacu-

ne reçu 17 nominations pour cette 74e édition. Pour les mini-séries, c'est «The White Lotus» (HBO), satire de l'hypocrisie et de la superficialité chez les riches clients d'un hôtel de luxe d'Hawaï, qui sort du lot avec 20 nominations également, dont huit pour ses seuls comédiens.

ZENDAYA ET REESE WITHERSPOON

L'acteur principal de «Squid Game», Lee Jung-jae, est en lice dans la catégorie des séries dramatiques, aux côtés notamment des stars de «Succession», Brian Cox et Jeremy Strong. Chez les actrices, la

jeune Zendaya, coqueluche d'Hollywood depuis quelques années et déjà sacrée aux Emmys en 2020 pour «Euphoria», est de nouveau bien placée pour l'emporter, avec comme adversaires Jodie Comer et Sandra Oh («Killing Eve») ainsi que Reese Witherspoon, plus chanceuse que sa co-vedette de «The Morning Show» Jennifer Aniston qui ne s'est pas qualifiée. Autre déception, l'absence de Selena Gomez pour «Only Murders in the Building», série comique qui sera toutefois représentée par ses collègues masculins Steve Martin et Martin Short. Parmi les vedettes snobées mardi, les observateurs de la politique hollywoodienne relevaient aussi l'absence dans la catégorie des mini-séries de Julia Roberts («Gaslit») et de Jessica Chastain («Scenes from a Marriage»), au profit d'actrices moins établies, telles Amanda Seyfried («The Dropout») et Julia Garner («Inventing Anna»). Colin Firth («The Staircase»), Andrew Garfield («Under the Banner of Heaven»), Oscar Isaac («Scenes From a Marriage») et Michael Keaton («Dopesick») ont quant à eux passé le cap des nominations et s'affronteront le 12 septembre pour l'Emmy Award du meilleur acteur dans une mini-série. Au total, c'est la chaîne HBO et sa plateforme de vidéo à la demande HBO Max qui gagnent aux points lors de cette séance de nominations, avec 140 candidats contre seulement 105 pour son grand concurrent Netflix.

Cinq choses à retenir

La série «Succession» part en tête des Emmy Awards avec 25 nominations pour la 74e édition, marquée par un nombre record de candidatures après la fin des restrictions sanitaires liées à la pandémie.

Voici cinq choses à retenir des nominations dévoilées mardi à Los Angeles :

NOMINATION POSTHUME POUR CHADWICK BOSEMAN

Chadwick Boseman, incarnation à l'écran du super-héros «Black Panther» de la saga Marvel, est mort en août 2020 d'un cancer du colon, une maladie qu'il n'avait jamais publiquement évoquée. L'an dernier, il avait manqué de peu de décrocher un Oscar à titre posthume pour «Le blues de Ma Rainey» mais Anthony Hopkins l'avait finalement emporté. Les Emmy Awards 2022 sont vraisemblablement la dernière chance d'Hollywood de décerner une récompense à cet artiste, qui a prêté sa voix à une version animée de Black Panther pour un épisode de la série «What If...?» diffusée sur Disney+. L'actrice Jessica Walter («Arrested Development»), décédée en mars 2021 à l'âge de 80 ans, est elle aussi sélectionnée cette année à titre posthume pour avoir prêté sa voix à un personnage de la série animée «Archer».

PROGRÈS POUR LES FEMMES

Les dernières nominations aux Emmy Awards pour la réalisation, le scénario et les catégories techniques enregistrent de nets progrès pour les femmes, traditionnellement sous-représentées dans les prix décernés par l'industrie du divertissement

dans ces domaines. Près de la moitié des réalisateurs sélectionnés cette année sont des femmes, à l'instar d'Amy Poehler pour son documentaire «Lucy and Desi» et Lorene Scafaria, en lice dans la catégorie phare de la série dramatique pour «Succession». On compte également environ 40% de femmes dans les nominations pour les scénarios.

OBAMA CONTRE KAREEM ABDUL-JABBAR ?

Les prix hollywoodiens font toujours preuve d'une grande inventivité quand il s'agit d'aligner des noms prestigieux dans les nominations, et cette tournée des Emmy Awards ne fait pas exception. On trouve parmi les candidats retenus dans la catégorie «narration» la légende des documentaires animaliers, le Britannique David Attenborough, et l'actrice oscarisée Lupita Nyong'o. Plus surprenant, la 74e édition met en présence dans la même catégorie l'ex-star du basketball Kareem Abdul-Jabbar, pour un documentaire sur les héros noirs de la guerre civile américaine, et l'ancien président Barack Obama, qui commente une série documentaire consacrée aux parcs nationaux. Barack Obama devra attendre la cérémonie du 12 septembre prochain pour savoir s'il peut ajouter un Emmy à côté du prix Nobel de la paix et des deux Grammy Awards qui trônent déjà sur sa cheminée.

DAVE CHAPPELLE SÉLECTIONNÉ MALGRÉ LA POLÉMIQUE

L'humoriste Dave Chappelle a suscité une vive controverse aux Etats-Unis pour

des plaisanteries considérées par certains comme méprisantes à l'égard des personnes transgenres, notamment dans son show «The Closer» diffusé l'an dernier sur Netflix. Des manifestants s'étaient notamment rassemblés devant le siège du géant de la vidéo à la demande, à Los Angeles, pour dénoncer les propos du comédien. Dans ce spectacle, la star du stand-up affirmait notamment que «l'existence du genre est un fait» et que ses détracteurs sont «trop sensibles». «Dans notre pays, vous pouvez tirer et tuer» un homme noir, «mais ne vous avisez pas de froisser une personne gay», y disait encore Dave Chappelle, lui-même noir. Les votants de l'Académie des Emmy Awards n'ont visiblement pas été dissuadés par cette polémique et ont sélectionné Dave Chappelle pour «The Closer».

«YELLOWSTONE» SNOBÉE

La série «Yellowstone», qui mêle western moderne et soap-opera, a pour vedette Kevin Costner et a rassemblé 11 millions de spectateurs pour le lancement de sa quatrième saison. Elle est pourtant repartie bredouille des nominations aux Emmy Awards mardi. Depuis sa création, la série n'a en réalité obtenu qu'une maigre nomination, dans une catégorie technique mineure.

Les votants ont pu être rebutés par les accents ouvertement conservateurs de la série ou sa diffusion sur le réseau Paramount, relativement modeste. La popularité de «Yellowstone» n'a pourtant cessé de grandir, notamment chez les élites aux penchants progressistes.

BELGIQUE

Des artistes algériens aux Journées culturelles algériennes à Bruxelles

Des plasticiens, photographes et cinéastes algériens prendront part aux Journées culturelles algériennes en Belgique, prévues les 13 et 14 juillet, à l'Institut européen de la Culture arabe de Bruxelles, à l'occasion des célébrations du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, annoncent les organisateurs. Coordinées en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) et l'Ambassade d'Algérie auprès du Royaume de Belgique, ces Journées culturelles algériennes à Bruxelles, accueilleront une exposition des œuvres de 13 artistes plasticiens et photographes ainsi que cinq projections de films entre longs, courts métrages et documentaires. Ainsi, ces journées donneront de la visibilité à 19 œuvres des plasticiens et photographes, Mohamed Chafa Ouzzani, Hakim Tounsi, Narimane Ghlamallah, Younes Kouider, Nouredine Chegrane, Amel Laimeche, Nouredine Hamouche, Mohamed Azzoug, Orkia Marghiche, Nedjoua Seraan, Karim Nazim Tidafi, Hadjeb Douadi et Merine Hadj-Abderrahmane. Dans le même élan de célébration, les longs métrages, «Héliopolis» de Djaffar Gacem et, «Le sang des loups», thriller de Amar Sifodil, les documentaires, «Emir Abdelkader» de Salem Brahim, et «Algérie vue du ciel» de Yann Arthus-Bertrand, ainsi que le court métrage, «Les Tisseuses de liens» de Mourad Hamla, seront présentés au public durant ces deux journées, dans la salle de projection de l'Institut. La clôture des Journées culturelles algériennes à Bruxelles aura lieu dans l'enceinte de l'Institut Européen de la Culture Arabe, avec le compositeur et musicologue algérien, Salim Dada qui mettra en valeur quelques unes de ces pièces trempées dans la richesse du terroir musical algérien, et l'orchestre à cordes «Boho Strings» qui proposera un patchwork bigarré entre musique occidentale et orientale.

SUÈDE

Le plasticien Hamza Bounoua désigné conseiller artistique de «The Nordic and Art Cultural Biennale»

Le plasticien algérien, Hamza Bounoua a été désigné conseiller artistique de «The Nordic and Art Cultural Biennale» (La biennale nordique et art culturel) qui se tiendra du 16 au 18 septembre prochain à Malm (Suède), a-t-on appris auprès de la Diwaniya Art Gallery. L'évènement artistique, littéraire et culturel «The Nordic and Art Cultural Biennale» tend à faire connaître la culture et l'art arabes au public suédois en particulier et européen en général, a indiqué le site officiel de «Diwaniya Art Gallery», créé par l'artiste Bounoua en 2021. L'institution qui compte un grand nombre d'intellectuels et d'artistes de pays arabes, établis en Europe, œuvre aussi à rapprocher la culture suédoise du public arabe dans le but de consolider les passerelles d'entente et de communication entre les deux parties. Le plasticien Hamza Bounoua a participé à plusieurs expositions internationales, notamment aux Etats unis, en France, au Royaume-uni, aux Emirats arabes unis, au Qatar et autres.



HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI
JEUDI 14 JUILLET 2022 - PRIX : JUANITA - TROT ATTELE
DISTANCE : 2 200 M - DOTATION : 400 000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Un quinté de deuxième série bien conçu

Ce jeudi 14 juillet l'hippodrome de Zemmouri nous propose une belle affiche avec ce prix Juanita réservé pour chevaux demi-sang trotteurs français n'ayant pas totalisé la somme de 300 000 dinars en gains et places depuis janvier passé. Vipsos de Guez qui vient de rater le coche en dernier lieu en compagnie de Funky Family vont disputer la victoire, suivis de Dark Night qui forme un bon trio, alors que pour la suite cela va être plus ouvert, on peut même rajouter le 10 Fuego de la Poterie.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DIST	ENTRAÎNEURS
MME Z. CHELLAL	1	VIC D'YVEL	A. CHELLAL	2200	A. CHELLAL
MME H. DIREM	2	DRAGA D'ALOUATTE	M. BENCHOUK	2200	PROPRIÉTAIRE
N. BOUZAHAR	3	COCOLUPIN (0)	R. TARZOUT	2200	C. SAFSAF
M. BENDJEKIDEL	4	FUNKY FAMILY (0)	AM. BENDJEKIDEL	2200	PROPRIÉTAIRE
L. BOUDJEMAA	5	AXARRO (0)	S. FOUZER	2200	B. SLIMI
H. DIREM/Y. MEZIANI	6	DELINE GALBE (0)	H. DIREM	2225	Y. MEZIANI
T. BELHABCHIA	7	AMERICAN JONES (0)	T. BELHABCHIA	2225	PROPRIÉTAIRE
A. CHAABANE	8	VIPSOS DE GUEZ	A. SAHRAOUI	2225	MS. CHAABANE
H. GUEROUI	9	DARK NIGHT (0)	N. TIAR	2250	N. TIAR
M. BECHAIRIA	10	FUEGO POTERIE (0)	A. BENAYAD	2250	PROPRIÉTAIRE
S. MESSOUS	11	ESUS DE VIETTE	A. BENHABRIA	2250	PROPRIÉTAIRE
H. BOUBAKRI	12	UGO DE LA MARCHE	ABM. BOUBAKRI	2250	ABM. BOUBAKRI

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. VIC D'YVEL. Ce cheval a été mis au repos volontairement, il se peut qu'il revienne en meilleure forme. Outsider assez séduisant.

2. DRAGA D'ALOUATTE. Cette jument est en train de chercher sa course et son entourage peut être un bon conseil. Méfiance.

3. COCOLUPIN. Pas évident.

4. FUNKY FAMILY. Cette jument commence à retrouver de meilleures sensations. Elle peut décrocher un accessit.

5. AXARRO. Il risque de trouver ici une plus forte opposition. Outsider lointain.

6. DELINE GALBE. Tâche difficile.

7. AMERICAN JONES. Quoiqu'il préfère plus long il reste toujours assez difficile à négliger, sauf s'il commet l'irréparable.

8. VIPSOS DE GUEZ. Logiquement, c'est le gagnant par excellence. Il a tous les moyens pour.

9. DARK NIGHT. Il faut bien dire que l'entraînement N. Tiar est en forme, il peut même disputer les

meilleures places du podium.

10. FUEGO POTERIE. Ce cheval court dans sa catégorie, il peut faire partie des prétendants aux places. Assez bon outsider.

11. ESUS DE VIETTE. Ce bon

trotteur n'aura logiquement aucun souci, à se frayer un accessit.

12. UGO DE LA MARCHE. Le recul peut lui être fatal, au mieux on peut le cocher pour une cinquième place.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

8. VIPSOS DE GUEZ - 4. FUNKY FAMILY - 9. DARK NIGHT - 7. AMERICAN JONES - 11. ESUS DE VIETTE

LES CHANCES

1. VIC D'YVEL - 2. DRAGA D'ALOUATTE

Conflits: près de 24 000 violations graves contre des enfants en 2021

Près de 24.000 violations graves vérifiées à l'encontre des enfants, ont été constatées en 2021, soit une moyenne de quelque 65 violations par jour, a indiqué l'ONU, dans son rapport annuel sur les enfants et les conflits armés (CAAC), publié lundi. Le rapport met en évidence 23.982 violations graves vérifiées commises contre des enfants dans l'ensemble. Pour 15% de ces violations, les auteurs n'ont pas pu être identifiés. Au moins 5.242 filles et 13.663 garçons ont été victimes de violations graves dans 21 pays et une région. Au moins 1.600 de ces enfants ont été victimes de violations multiples. Le meurtre et la mutilation d'enfants ont été les violations "graves" les plus vérifiées, suivis par le recrutement et l'utilisation d'enfants et le refus d'accès humanitaire, selon le document qui détaille l'impact dévastateur que diverses formes de conflits ont eu sur les enfants du monde entier l'année dernière. Selon l'ONU, 8.070 enfants ont été tués ou mutilés, de plus en plus souvent par des restes explosifs de guerre, des engins explosifs improvisés et des mines, qui ont touché quelque 2.257 enfants, tandis que 6.310 enfants ont continué à être recrutés et utilisés dans les conflits, et 3.945 incidents de refus d'accès humanitaire ont été vérifiés. Les enfants ont été le plus affectés notamment en Afghanistan, en République démocratique du Congo (RDC), aux Territoires palestiniens occupés, en Somalie, en Syrie et au Yémen. Les conflits transfrontaliers et les violences intercommunautaires ont également eu un impact sur la protection des enfants, notamment dans les régions du bassin du lac Tchad et du Sahel occidental. "Ceux (enfants) qui ont survécu seront affectés à vie par de profondes cicatrices physiques et émotionnelles", a déclaré la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Virginia Gamba, appelant à ne pas laisser ces chiffres "décourager nos efforts". Par ailleurs, deux formes de violation ont connu une forte augmentation en 2021. A savoir, les enlèvements et les violences sexuelles, notamment les viols, qui ont tous deux augmenté de 20%, s'ajoutant aux attaques contre les écoles et les hôpitaux, aggravées par la pandémie de Covid-19.

Saisie de plus de 6 900 comprimés de psychotropes à El-Meghaïer

Une quantité de 6.910 comprimés psychotropes a été saisie et deux bandes criminelles composées de cinq (5) individus ont été démantelées par les services de la Police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de daïra de Djamaâ (wilaya d'El-Meghaïer), a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué. Menée dans le cadre de la lutte contre les crimes de commercialisation illécite des drogues et psychotropes, les services de la police judiciaire, agissant sur informations faisant état de transport et de trafic de quantités de produits hallucinogènes à bord de



véhicules commerciaux à destination des wilayas dans le Nord du pays, ont mis la main sur cette quantité de psychotropes

et neutralisé les suspects, a expliqué la même source. La première opération a permis, suite à une souricière minutieuse

ment dressée, d'intercepter un véhicule à bord duquel se trouvaient trois (3) individus et une quantité de 1.960 capsules de produits hallucinogènes, alors que la seconde opération a donné lieu à l'arrestation de deux (2) suspects et la saisie de 4.950 capsules de psychotropes à bord d'un autre véhicule commercial, a-t-on ajouté de même source. Les suspects seront présentés devant les instances judiciaires compétentes pour les charges liées aux crimes de "trafic de produits pharmaceutiques à bord de moyen de transport à haut risque" et "atteinte à l'économie nationale et à la santé publique", selon la même source policière.

Covid-19 : la pandémie est «loin d'être finie»

La pandémie de Covid-19 est "loin d'être finie", a annoncé mardi le directeur de l'Organisation mondiale de la Santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en marge de la publication par l'OMS des résultats de la dernière réunion du Comité d'urgence sur le Covid-19, qui s'est tenue vendredi dernier. "Alors que le virus fait une percée, nous devons le repousser", a déclaré le Dr Tedros, ajoutant lors d'une conférence de presse à Genève, que la pandémie de Covid-19 "est loin d'être finie." "Alors que les hospitalisations et la transmission du Covid-19 augmentent, les gouvernements doivent déployer des mesures testées et éprouvées comme le port du masque, une ventilation améliorée et des protocoles de dépistage et de traitement", a-t-il poursuivi. Le chef de l'OMS s'est exprimé en marge de la publication par l'OMS des résultats de la dernière réunion du Comité d'urgence sur le Covid-19, qui s'est tenue vendredi dernier. L'agence onusienne a ainsi annoncé le maintien de la pandémie de Covid-19 au rang "d'urgence de santé publique de portée internationale", le plus haut degré d'alerte de l'organisation, suite à une décision unanime du Comité. Le Comité pointe la baisse des dépistages et du séquençage génomique, qui rendent "de plus en plus difficile" l'évaluation de l'impact des variants de Covid-19, et soulignent "l'inadéquation de la surveillance actuelle" de la pandémie.

Deux morts et deux blessés dans un accident de la circulation à Sétif

Deux (2) personnes sont décédées et deux (2) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu durant la nuit de lundi sur la route nationale (RN) 28, à proximité de la commune d'El Maâdher (Sud de Sétif), a-t-on appris mardi auprès des services de la Protection civile. L'équipe d'intervention de l'unité d'Ain Oulmane est intervenue vers 23h36 suite à une collision grave entre un véhicule touristique et un petit camion de transport de marchandises immatriculé dans la wilaya de Chlef, a précisé le chargé de l'information et de la communication de la direction locale de la Protection civile, le capitaine Ahmed Laâmamra. Les dépouilles des victimes, âgées de 30 et 42 ans, ont été acheminées vers la morgue de l'établissement hospitalier Mohamed Boudiaf relevant de la localité d'Ain Oulmane, a indiqué la même source, ajoutant que les blessés, touchés à divers degrés et âgés de 27 et 52 ans, ont été évacués vers le service des urgences médicales du même établissement de santé. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territoriale compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

Vagues de chaleur : pas de système de noms en vue à l'ONU

Les vagues de chaleur ne seront pas baptisées par l'ONU comme peuvent l'être cyclones et ouragans malgré leurs effets néfastes, a déclaré mardi une porte-parole alors que l'Europe se prépare à une seconde montée des températures en moins d'un mois. "Pour le moment, nous n'avons pas de système de noms, et ce n'est pas envisagé dans un futur proche", explique Clare Nullis, porte-parole de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) lors d'une conférence de presse. Il y a trois semaines, la ville espagnole de Séville, où le mercure a atteint les 40 C en juin, devenait la première au monde à dévoiler un système pilote permettant de classer et de nommer les vagues de chaleur. Un tel système pré-



te des avantages de santé publique, permettant de déclencher rapidement des mesures d'urgence en cas d'alerte canicule. Il

contribue aussi à une prise de conscience du grand public à propos de l'influence du changement climatique sur ces vagues de chaleur,

dont la fréquence et l'intensité vont continuer à augmenter sous l'effet du réchauffement de la planète. "Nous nommons les cyclones tropicaux (...) : ce sont des grands systèmes, qui affectent plusieurs pays. Les vagues de chaleur sont plus localisées", détaille la porte-parole. Depuis 1953, les ouragans - le nom donné aux tempêtes tropicales dans l'océan Atlantique - sont nommés suivant les listes du National Hurricane Center (Etats-Unis), qui sont actualisées par l'OMM.

MISE AUX POINGS

«L'Algérie reconnaît "la nécessité du déploiement des forces de maintien de la paix dans diverses zones de tension et de conflit dans le monde, dicté par la responsabilité qui incombe aux Nations unies pour maintenir la paix et la sécurité internationales, ainsi que par l'impératif d'assurer la protection des civils, en particulier»

Nadir Larbaoui, représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -

Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 28 km/h
Humidité : 64 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 23 km/h
Humidité : 82 %

Dohr : 12h54

Assar : 16h45

Maghreb : 20h11

Îcha : 21h48

Vendredi 16 dou el

hidja

Sobh : 03h53

Chourouk : 05h41

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES VILLES SOLIDAIRES AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI

L'ONU appelée à accélérer dans l'urgence la décolonisation au Sahara occidental

Les élus de municipalités européennes jumelées avec les camps de réfugiés sahraouis ont souligné à Florence (Italie), "la nécessité d'unir leurs efforts pour permettre au peuple sahraoui d'accéder à l'indépendance et de profiter pleinement de ses droits".

L'édition 2022 de la Conférence internationale des villes solidaires avec le peuple sahraoui a vu une participation record d'élus et d'associations amies avec le peuple sahraoui, a rapporté l'agence de presse sahraouie (SPS). L'événement, qui a vu également la participation d'une importante délégation sahraouie représentée notamment par la ministre de la Coopération, le représentant du Front Polisario en Europe et dans l'Union européenne (UE), le wali de la ville de Boujdour et le directeur central de l'initiative du jumelage, respectivement Fatima al-Mahdi, Oubi Bouchraya al-Bachir, Izza Bibah et Abyah Slahi, ainsi que les représentants du Front Polisario en Italie et en Espagne, "s'est transformé en une tribune plaidant en faveur de l'indépendance du peuple sahraoui et le recouvrement de ses droits", a ajouté la même source. "Nous devons aujourd'hui plus que jamais unir nos efforts, afin d'aider le peuple sahraoui à arracher son indépendance et se libérer du joug colonial", se sont accordés à dire lors de leurs interventions respectives, les élus de villes européennes et plusieurs personnalités internationales, dont l'ancien représentant spécial du SG de l'ONU pour le



PH : DR

Sahara occidental, Francesco Bastagli. "La situation critique que traverse le peuple sahraoui actuellement, du fait de l'entêtement de l'occupant marocain et sa fuite en avant dans sa politique répressive, ne doit pas perdurer. C'est la raison pour laquelle nous devons tous agir ensemble dans le sens d'aider ce peuple à recouvrer son indépendance pour qu'il puisse jouir pleinement de ses droits", ont ajouté les intervenants. Prenant la parole, la ministre sahraouie de la Coopération, Mme al-Mahdi, a souligné qu'"un tel événement ne pourrait que faire avancer la cause sahraouie". "Cet événement est un message clair au peuple sahraoui qu'il n'est pas seul dans sa lutte

contre l'occupant marocain et qu'à ses côtés, il y a beaucoup de monde épris de justice et de la paix qui le soutient et défend sa juste cause", a ajouté la ministre, soulignant que l'initiative de jumelage entre les wilayas sahraouies des camps de réfugiés et des villes européennes "est louable à plus d'un titre".

De son côté, Oubi Bouchraya al-Bachir a mis l'accent, dans son intervention, sur "la complexité que connaît actuellement le processus de règlement du conflit au Sahara occidental". "Le processus de paix onusien est gelé. Cet état de fait a provoqué le retour de la lutte armée dans la région", a indiqué Oubi Bouchraya, affirmant que "le Front Polisario reste toujours attaché à une paix juste et durable, afin de parvenir à une solution définitive au conflit au Sahara occidental qui garantisse au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination et à l'indépendance". Par ailleurs, une nouvelle convention de jumelage a été signée en clôture de cette conférence internationale entre la cité sahraouie de Lamsid et la commune italienne de Borgo Val di Taro dans la région d'Emilie-Romagne.

R. I.

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

21 éléments de soutien au terrorisme arrêtés et plus de 5 quintaux de drogues marocaines saisies

Vingt-et-un éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans des opérations distinctes menées par des détachements de l'Armée nationale populaire à travers le territoire national, alors que des tentatives d'introduction de plus de 5 quintaux de drogues ont été déjouées du 29 juin au 12 juillet 2022, a indiqué hier, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 29 juin au 12 juillet 2022, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des

détachements de l'ANP "ont arrêté 21 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, alors que d'autres détachements de l'ANP ont découvert et détruit une casemate pour terroristes et 6 bombes de confection artisanale à Tébessa et Ain Defla", ajoute le communiqué. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 6 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 2 quintaux et 41 kilogrammes de kif traité, alors que 19 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 2 quintaux

et 71 kilogrammes de la même substance et 172 601 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les Régions militaires", poursuit le MDN. Par ailleurs, des détachements de l'ANP "ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, 96 individus et saisi 26 véhicules, 248 groupes électrogènes, 150 marteaux piqueurs, 7 détecteurs de métaux, 8 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, tandis que 4 autres individus ont été appréhendés et un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov, un chargeur de munitions, 12 fusils de chasse, 6,9 tonnes de tabacs et 25,3 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, ont été saisis à In Amenas, Tébessa, Khenchela, El-Oued, Biskra, Djelfa, Batna, et Ghardaïa".

R. S.

SELON LE DERNIER RAPPORT DE L'OPEP Le pétrole algérien est le plus cher en juin 2022

Selon un rapport de l'Opep publié ce mardi, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a indiqué que le brut de référence algérien « a progressé de 13,03 dollars en juin dernier par rapport à mai », expliquant cette avancée par la hausse de la demande. La moyenne mensuelle des prix du brut algérien est passée, selon le Cartel pétrolier de 115,28 dollars/baril en mai dernier à 128,31 dollars en juin, une hausse de 11,3%, indiquant que par cette hausse, « le Sahara Blend s'est classé à la première place des bruts les plus chers en juin 2022, parmi les 13 bruts de l'Opep », selon le rapport. Le document a rappelé, que le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, coté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs. Quant au prix moyen du panier de l'Opep (ORB), il a connu une hausse de 3,85 dollars en juin (+3,4%) pour s'établir à 117,72 dollars/barils, contre 113,87 dollars un mois auparavant. Cette hausse intervient dans un contexte d'une augmentation des prix du pétrole brut sur le marché mondial en juin, prolongeant la hausse du mois précédent», selon l'Opep. « Les fondamentaux physiques du marché du brut ont été à l'origine de l'augmentation, dans un contexte de hausse de la demande de brut provenant des perturbations de l'approvisionnement des raffineurs», explique l'Organisation énergétique. Les pays de l'Opep ont produit globalement 28,716 millions de barils par jour (Mb/j) en juin 2022, contre 28,678 Mb/j en mai, en hausse de 234.000 baril/jour», selon des sources secondaires. D'autre part, l'Organisation prévoit que la croissance de la demande de pétrole va se poursuivre en 2023. l'Opep estime dans son document que, «Pour 2023, la croissance de la demande mondiale de pétrole est attendue à 2,7 millions de barils par jour (mb/j) pour atteindre en moyenne 103 mb/j, les pays de l'OCDE augmentant de 0,6 mb/j et les pays hors de l'OCDE connaissant une croissance de 2,1 mb/j»

L. Zeggane

SOUS-RIRE

Le 15 novembre, le monde devrait compter 8 milliards d'humains

J'ai une de ces démangeaisons !



Belkacem